

N° 181 - Octobre 2026

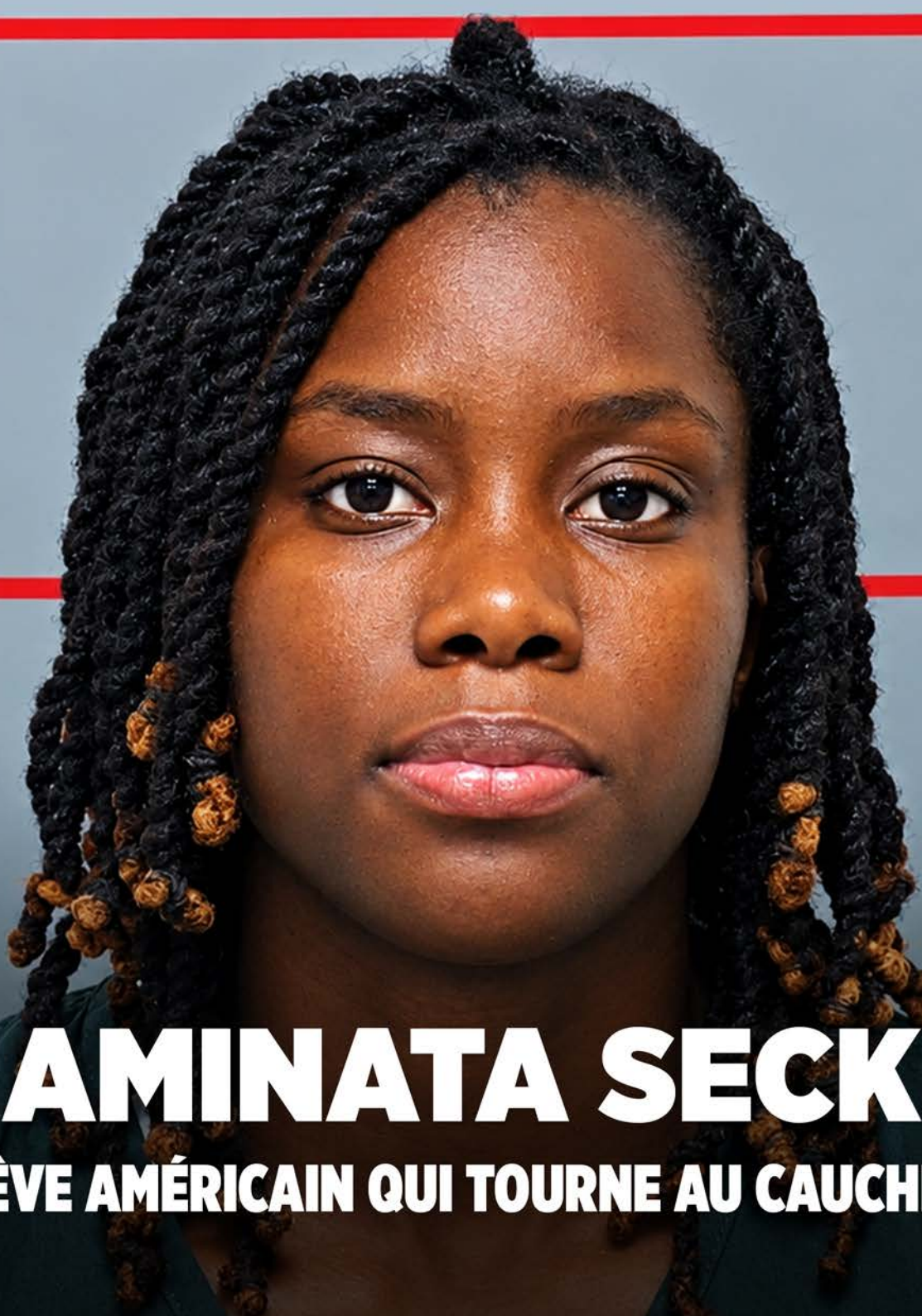
DIASPORAS

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

news

66

60

A close-up portrait of a young Black woman with dark skin and long, dark braids with orange-brown beads. She is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a light blue wall with two silver screws visible on either side of her head.

AMINATA SECK

UN RÊVE AMÉRICAIN QUI TOURNE AU CAUCHEMAR

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Le Premier Magazine Mensuel

GRATUIT

des diasporas afro-caribéennes en France

Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF
est accessible à travers le monde sur www.diasporas-news.com

Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.
Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.



100 000
exemplaires

Pour tout renseignement



DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

www.diasporas-news.com / contact@diasporas-news.com

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66



DIASPORAS-NEWS

édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services

39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité

+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président - Directeur de Publication

Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président

Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :

Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO - Oussouf DIAGOLA
Alfred AKASSIMADOU - Landry ANUARITE
Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO
Redouane BENALI - Kokouvi EKLOU - Hoda Raoul

Directrice Marketing

Relations Publiques

Coura SENE-DIACK

Direction Artistique

Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire

Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo

Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes

Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône

Valentin G. SIKELY

Développement Hérault

Benjamin AKA

Développement Ile de France

BOZ

Développement Haute-Garonne

Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes

Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution

ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

TIANI, le Calimero du Niger



Le général Tiani a toujours une mésaventure à raconter. (Ph: DR)

Il était une fois un général qui avait toujours une bonne raison de se plaindre. La France était responsable. La CEDEAO était responsable. Les puissances étrangères étaient responsables. Les voisins étaient suspects. Les autres avaient toujours tort. Lui, jamais. Bienvenue dans le Niger d'Abdourahamane Tiani.

Il faut reconnaître à Abdourahamane Tiani un talent : celui de raconter son pays comme une victime permanente. Depuis son arrivée au pouvoir à la faveur du coup d'État de juillet 2023, le chef de la junte nigérienne a construit une grande partie de son discours autour d'un récit simple : le Niger serait assiégé, humilié, exploité, manipulé et empêché de décider librement de son destin.

La France ? Coupable. La CEDEAO Hostile. Les anciennes puissances coloniales ? Suspectes. Les partenaires occidentaux ? Intéressés.

Et lorsque les difficultés persistent, il suffit souvent de regarder vers l'extérieur pour expliquer ce qui ne fonctionne pas à l'intérieur. C'est là que commence le problème. Car gouverner, ce n'est pas seulement dénoncer les injustices du passé. C'est aussi répondre aux attentes du présent. Les Nigériens ont certes le droit de vouloir tourner la page de la Françafrique. Ils ont le droit de réclamer davantage de souveraineté. Ils ont le droit de choisir leurs partenaires, de revoir leurs accords militaires et économiques et de contester l'ordre international. Mais la souveraineté ne peut pas devenir une excuse permanente. On ne nourrit pas une population avec des discours souverainistes. On ne sécurise pas un territoire avec des slogans. On ne crée pas des emplois en désignant quotidiennement des ennemis. Et on ne construit pas un État fort simplement en expliquant pourquoi les autres sont responsables de ses faiblesses.

Le paradoxe de Tiani est précisément là. Son discours a prospéré sur une aspiration parfaitement légitime : celle d'un Niger maître de son destin. Mais cette aspiration ne dispense pas le pouvoir de rendre des comptes. Car le véritable test d'un régime n'est pas sa capacité à dénoncer ceux qui l'ont précédé. C'est sa capacité à faire mieux. Et c'est ici que la comparaison avec Calimero devient cruelle.

Calimero est ce personnage qui répète que « c'est trop injuste ». Il a toujours une mésaventure à raconter, toujours une raison de se sentir victime. Le problème, c'est qu'un État ne peut pas être gouverné comme un personnage de dessin animé.

Un président, même issu d'une junte, doit assumer. Assumer les choix sécuritaires. Assumer les résultats économiques. Assumer les alliances. Assumer les échecs. Assumer aussi les conséquences des décisions prises au nom du peuple.

Le Niger mérite mieux qu'un pouvoir qui transforme chaque difficulté en complot extérieur. Il mérite un débat sur l'école, la santé, l'agriculture, l'emploi des jeunes, les infrastructures, la sécurité et la redistribution des richesses. Il mérite surtout que la souveraineté soit mesurée non pas au nombre de drapeaux étrangers retirés, mais à la capacité du pays à offrir à ses citoyens une vie meilleure. Car il existe une différence fondamentale entre être victime et se comporter en victime.

Le Niger a connu la colonisation. Il a subi des rapports de force internationaux. Il est confronté au terrorisme et à des contraintes économiques considérables. Tout cela est réel. Mais transformer ces réalités en explication universelle finit par devenir une politique de déresponsabilisation. Et le risque est considérable : à force de demander aux Nigériens de regarder toujours vers l'extérieur, on finit par leur demander de ne plus regarder vers ceux qui gouvernent à l'intérieur.

Le général Tiani a promis de restaurer la souveraineté du Niger. Très bien. Mais la souveraineté politique ne peut être complète sans responsabilité politique. Si le Niger veut véritablement rompre avec les vieilles pratiques, il ne doit pas simplement changer de partenaires. Il doit changer de méthode.

La souveraineté n'est pas l'immunité. Elle n'autorise pas à gouverner sans rendre de comptes. Et surtout, elle ne permet pas de rester éternellement dans le rôle du petit Calimero qui répète : « C'est toujours la faute des autres. » À un moment donné, il faut grandir. Et gouverner.

Hoda Raoul

DOSSIER



Les migrants africains subissent une diplomatie transactionnelle de l'ombre, faite de paiements secrets en espèces et de concessions discrètes. (Ph: DR)

MIGRANTS EXPULSÉS DES ETATS-UNIS

LE CHANTAGE DE DONALD TRUMP AUX PAYS AFRICAINS

Pour éloigner toujours plus d'étrangers de son territoire, l'administration Trump a trouvé un nouvel outil : les expulser vers des pays tiers, notamment en Afrique. Pour obtenir leur coopération, Washington négocie en s'appuyant sur tout l'arsenal de sa puissance : financements, visas, commerce, aide et soutien diplomatique. Pourquoi ces pays acceptent-ils de recevoir des expulsés ? Et qu'obtiennent-ils en échange ?

Depuis janvier 2025 et le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, les États-Unis ont conclu des accords avec 35 pays, dont 13 en Afrique. Dans le plus grand secret.

« Il s'agit pour la plupart d'accords opaques que les gouvernements n'ont pas soumis à l'approbation du Parle-

ment. Il n'y a ni visibilité, ni transparence », explique Béatrice Njeri, avocate kényane, et responsable pour l'Afrique du Global Strategic Litigation Council (GSLC).

Souvent, il ne s'agit pas de traités formels. Quelques notes diplomatiques peuvent donc suffire, sans passer par

les procédures parlementaires habituelles.

Cette souplesse permet à Washington et à ses partenaires de conclure ces accords hors des radars démocratiques. Et lorsqu'une contrepartie existe, il devient plus difficile d'en retrouver la trace.

DOSSIER



millions de dollars pour faire aboutir ces accords d'expulsion, dont 81 millions versés directement aux gouvernements signataires.

En Sierra Leone, le gouvernement l'a reconnu lui-même. Dans une communication publiée le 18 mai 2026, il explique que l'accord repose sur une subvention américaine d'1,5 million de dollars destinée aux coûts « humanitaires et opérationnels ». En échange, Freetown accepte d'accueillir jusqu'à 300 ressortissants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) expulsés des États-Unis par an, dans la limite de 25 par mois.

Selon un rapport de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain publié en février 2026, après dix mois d'enquête sur les expulsions vers des pays tiers, le Rwanda a reçu 7,5 millions de dollars. La Guinée équatoriale autant. L'Eswatini, 5,1 millions.

Les auteurs du rapport, des élus de la minorité démocrates, s'alarment d'ailleurs de l'écart entre certaines sommes versées et le nombre de personnes transférées. Au Rwanda, sept personnes avaient été envoyées à la date de publication, pour 7,5 millions de dollars versés, plus d'un million de dollars par personne.

Ces élus dénoncent une « diplomatie transactionnelle de l'ombre », faite de « paiements secrets en espèces et de concessions discrètes ». Un système dans lequel les États-Unis « exhortent ou contraignent » (« urge or coerce ») d'autres pays à accepter des migrants qui ne sont pas leurs ressortissants.

Au Ghana, un ministre a raconté publiquement ce qui s'est joué. Le 9 octobre 2025, dans une interview à la chaîne ghanéenne TV3, le ministre des Affaires étrangères Samuel Okudzeto Ablakwa explique que son gouvernement avait plusieurs de-

mandes à adresser à Washington : la levée des restrictions sur les visas, la prolongation de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), un traité de libre-échange, et le réexamen d'un tarif douanier de 15 %.

Puis les Américains ont formulé leur propre demande, selon le ministre. « Ils nous ont dit : « D'accord, vous avez exposé vos demandes. [...] De notre côté, nous sommes aussi confrontés à des problèmes liés à l'immigration... Alors nous voulons que vous nous aidiez à régler ce problème ».

Le premier groupe de 14 personnes expulsées des États-Unis arrive au Ghana le 6 septembre 2025.

Le 26 septembre, Washington lève les restrictions sur les visas pour les Ghanéens, rétablissant notamment les visas à entrées multiples de cinq ans. Plus de 10 000 Ghanéens sont inscrits dans une université américaine actuellement.

Les autorités américaines ne présentent pas publiquement cette décision comme une contrepartie à l'accord migratoire. Le Département d'État, sollicité par notre consortium sur les négociations et les éventuelles contreparties, n'a pas souhaité répondre dans le détail, tout en défendant sa politique d'expulsion.

Le récit du ministre ghanéen éclaire cependant la logique de ces négociations.

Ailleurs, les termes des discussions sont moins explicites. Mais les chronologies font apparaître des schémas récurrents.

Michael Bochenek, conseiller juridique principal à Human Rights Watch, a passé ces accords au crible.

« Le donnant-donnant est rarement écrit noir sur blanc dans un seul document », explique-t-il. Pour le mettre au jour, il faut regarder ce qui se passe « avant et immédiatement après la signature des accords », puis mettre les

éléments « bout à bout ».

Au Cameroun aussi, la chronologie interpelle. Le 16 décembre 2025, les États-Unis approuvent un programme d'aide sanitaire au Cameroun, d'une durée de cinq ans et d'une valeur de près de 400 millions de dollars. Le jour même où le protocole d'accord pour l'accueil des personnes expulsées est finalisé.

On observe un scénario similaire en Eswatini où, avant le démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), Washington finançait près de la moitié des programmes de lutte contre le sida via l'Usaid. En République démocratique du Congo (RDC), les discussions américaines sur l'accueil de migrants expulsés commencent en décembre 2025, alors que Kinshasa négocie avec Washington sur un tout autre front : la guerre dans l'est de la RDC et les négociations de paix avec le Rwanda, menées sous l'égide des États-Unis.

À ce moment-là, le groupe politico-militaire AFC/M23 vient de remporter d'importants gains militaires. Une source institutionnelle congolaise estime que cette situation plaçait Kinshasa dans une position où le gouvernement était « prêt à tout accepter » pour obtenir le soutien de Washington.

Quelques mois plus tard, les États-Unis durcissent leur position à l'égard de Kigali. Le 2 mars 2026, Washington sanctionne notamment l'armée rwandaise, l'accusant de soutenir les opérations du M23.

Les gouvernements africains ne sont pas toujours de simples destinataires des demandes américaines. Ils peuvent eux aussi tenter de profiter de la négociation pour faire avancer leurs propres intérêts.

Alain Dossou

De bonnes sources, une équipe d'une quinzaine de personnes est désormais dédiée à ces négociations au sein du Département d'État. Elle est rattachée au Bureau de l'immigration, une entité créée en mai 2025 pour piloter les discussions avec les gouvernements étrangers. Parmi les leviers dont elle dispose, il y a d'abord l'argent. Des millions de dollars ont été mis sur la table. Des documents internes consultés par le Washington Post dans le cadre de cette enquête révèlent que le Bureau de l'immigration a prévu de mobiliser au moins 410



DOSSIER

MIGRANTS EXPULSÉS DES ETATS-UNIS

LES CAS DE LA CENTRAFRIQUE ET DU CAMEROUN



Les récents financements américains en Centrafrique sont considérés comme des « mesures incitatives » lors des négociations. (Ph: DR)

La nouvelle orientation américaine n'épargne pas l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Selon une base de données du gouvernement fédéral américain, depuis le début du second mandat de Donald Trump, plus de 60 % des subventions américaines versées à l'OIM ont bénéficié à des programmes menés dans des pays qui acceptent des personnes expulsées des États-Unis. Le cas de la Centrafrique est intéressant. L'OIM y a reçu 85 millions de dollars américains en 2026, contre un maximum de 14 millions de dollars sur une année sous l'administration de Joe Biden, selon cette même base de données.

Sur ces 85 millions, 60 millions sont destinés à des programmes de stabilisation et de développement communautaire, sans lien direct avec l'accueil des personnes expulsées. Les 25

millions restants correspondent à des programmes migratoires, notamment d'assistance et de gestion des migrations.

L'OIM distingue ces financements des accords migratoires eux-mêmes. Mais des documents internes américains consultés par le Washington Post les classent, pour partie, parmi les « coûts associés » aux accords avec les pays tiers.

Selon les déclarations faites au Washington Post par un responsable américain en poste, ces financements sont considérés par les États-Unis comme des « mesures incitatives » pour amadouer les gouvernements étrangers lors des négociations. « Nous n'accordons plus de financement au HCR et à l'OIM comme nous le faisons par le passé, précise-t-il. [...] L'essentiel des financements est désormais lié à ces accords ». Il précise toutefois que ces deux agences

onusiennes ne participent pas aux négociations bilatérales.

L'OIM ne conteste pas que les financements publics puissent servir les intérêts des États. « Nous sommes pleinement conscients que les gouvernements utilisent l'aide financière pour faire avancer leurs priorités nationales. Toutefois, ajoute l'organisation, les décisions de l'OIM d'accepter du financement, de fournir une assistance à l'arrivée ou de soutenir les retours volontaires sont guidées par notre propre mandat et par nos principes. Elles reposent sur une seule question : notre intervention permettra-t-elle d'améliorer la vie des immigrants concernés ? Dans ce cas précis, nous sommes fermement convaincus que oui ».

Au Cameroun, l'administration Trump a trouvé en Paul Biya un interlocuteur idéal pour s'entendre sur l'expulsion des

migrants illégaux du sol américain. Du blocage d'un versement d'argent au silence sur les dérives de l'autocrate camerounais, « The New York Times » esquisse les contours d'un accord caractéristique du marchandage migratoire de Washington avec l'Afrique.

D'après le quotidien américain, l'administration Trump aurait usé tantôt du chantage, tantôt de la persuasion pour convaincre Yaoundé de nouer cette entente. Elle aurait notamment bloqué un versement de près de 26 millions d'euros à destination de l'antenne camerounaise du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) « jusqu'à ce que le gouvernement [du président] Paul Biya approuve l'accord », dévoile un haut diplomate camerounais, sous couvert d'anonimat.

AD



MIGRANTS EXPULSÉS DES ETATS-UNIS

DOSSIER

COMMENT DONALD TRUMP A RÉUSSI À EXPULSER 25.000 MIGRANTS

Une Iranienne en Centrafrique, des Colombiens en République démocratique du Congo, des Guinéens au Ghana. Une enquête journalistique publiée le 21 septembre 2026 par le consortium Forbidden Stories révèle que l'administration Trump a conclu des accords confidentiels avec 35 pays afin d'y expulser plus de 25.000 ressortissants dans des pays tiers, c'est-à-dire des pays qui ne sont pas les leurs.

7 2 journalistes de quinze pays et vingt-trois médias ont dénoncé un système opaque permettant aux États-Unis d'éloigner des individus qui ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays d'origine en raison de la guerre ou de persécution.

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, en janvier 2025, Washington a signé des accords avec des pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Pacifique, souvent au moyen de pressions bien connues du président américain, telles que des menaces de droits de douane, de suspensions de délivrance de visas ou de réduction de l'aide financière.

Le gouvernement américain aurait déboursé 410 millions de dollars aux pays d'accueil et aux agences de l'ONU permettant les retours.

Un service peu connu du département d'État, appelé Bureau de l'immigration, créé en mai 2025, a mené l'essentiel des négociations et des paiements, selon Forbidden Stories. Il est dirigé par Christian Jové Ehrhardt, diplomate de 41 ans ayant notamment travaillé comme attaché de sécurité dans plusieurs ambassades.

Le consortium dévoile notamment ses visites au Cameroun, avec lequel les États-Unis ont signé un protocole d'entente en décembre sur l'accueil d'expulsés. Une semaine plus tard, Washington concluait un programme



Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, Washington a signé des accords avec des pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Pacifique. (Ph: DR)

d'aide en matière de santé portant sur environ 400 millions de dollars en cinq ans.

À l'Eswatini, 32 personnes sont arrivées depuis juillet 2025, sur un total possible de 160 prévues dans un accord portant sur cinq millions de dollars. Ce pays

d'Afrique australe a accepté de recevoir des expulsés au passé criminel.

Sur les 410 millions de dollars provisionnés pour ces accords, des documents internes au département d'État montrent que 81 millions sont destinés à des

gouvernements signataires, le reste à des organisations internationales, dont 178 millions pour l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et 123 millions pour le HCR.

AD

POLITIQUE » Sénégal



BASSIROU DIOMAYE FAYE RATISSE LARGE

Ces dernières semaines, plusieurs maires et élus locaux ont choisi de rejoindre les rangs de Kiiraay, la nouvelle mouvance présidentielle, lancée fin juillet par Bassirou Diomaye Faye pour structurer sa majorité.



Bassirou Diomaye Faye veut se construire une légitimité et une assise politique. (Ph : DR)

On assiste à un mercato politique au Sénégal, en ce moment. Derniers départs en date : sept maires du département de Fatick dans le centre du pays, bastion historique et terre natale de l'ex-président Macky Sall, ont choisi de venir grossir les rangs de Kiiraay, le nouveau parti du président Bassirou Diomaye Faye lancé fin juillet.

Avant eux, c'est Abdoulaye Seydou Sow, le maire de Kaffrine dans le centre, vice-président de la fédération sénégalaise de

football (FSF), et cadre du parti de Macky Sall, qui avait choisi de claquer la porte de l'Alliance pour la République (APR) mi-septembre pour lancer son propre mouvement politique, le « Pacte républicain ».

Au total, sur les quelque 400 et quelques maires que comptait l'APR de Macky Sall, plus de la moitié ont rejoint la mouvance présidentielle Kiiraay.

Comme on le voit, toutes ces manœuvres dévoilent à la fois l'émancipation de Diomaye Faye face à son ancien camarade et son ambition en vue des pro-

chaines échéances électorales. Une érosion certaine qui avait valu à l'Alliance pour la République un communiqué salé fin juillet dénonçant « le débouchage des élus locaux (maires, conseillers municipaux, conseillers départementaux et présidents de Conseil départemental) orchestré à travers la mise en place du parti présidentiel ».

Aujourd'hui, Diomaye Faye ne peut plus se cacher. Privé de base, le chef de l'Etat sénégalais doit aussi présider avec une Assemblée nationale désormais dirigée par Ousmane Sonko. S'il

veut poursuivre sans trop d'éncombres son quinquennat durant les trois prochaines années, Bassirou Diomaye Faye doit se construire une légitimité et une assise politique. La « coalition Diomaye », qui rassemblait une constellation hétéroclite d'une vingtaine de petits partis et de personnalités qui avaient concouru à sa victoire, va donc se muer en un vrai appareil politique autour d'objectifs communs de long terme, avec un souci d'unité et d'efficacité.

Lamine Thiam

Maroc « POLITIQUE

FATIMA EL-MANSOURI, PREMIÈRE FEMME PREMIÈRE MINISTRE

Un tournant historique pour la politique marocaine. Le roi Mohammed VI a nommé Fatima Ezzahra El Mansouri au poste de Première ministre, faisant d'elle la première femme à accéder à cette haute fonction dans le pays.

Le roi Mohammed VI a nommé, le 29 septembre 2026, Première ministre du Maroc Fatima Ezzahra El Mansouri (50 ans), coordinatrice nationale du Parti authenticité et modernité, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme sortante et maire de Marrakech. Elle devient ainsi la première femme à diriger le gouvernement marocain.

Sa nomination à la Primature s'inscrit dans le strict respect des dispositions constitutionnelles marocaines, qui stipulent que le souverain doit nommer le Premier ministre issu du parti politique ayant obtenu le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des élections.

Cette nomination intervient surtout après la victoire du PAM aux élections législatives du 23 septembre 2026. La formation de centre-droit, qui faisait partie de la coalition au pouvoir sortante, a décroché 97 des 395 sièges de la Chambre des représentants lors d'un scrutin marqué par un taux de participation de 38 %, au plus bas depuis près de 20 ans.

Sans majorité absolue, Fatima Ezzahra El Mansouri devra désormais composer avec d'autres partis pour former une coalition gouvernementale pour cinq ans, même si les grandes orientations des secteurs stratégiques demeurent l'apanage du roi.

La nouvelle Première ministre devra s'attaquer à des problèmes socio-économiques persistants tout en s'efforçant de restaurer la confiance des citoyens dans l'action publique.



Fatima El-Mansouri devient ainsi la première femme à diriger le gouvernement marocain. (Ph : DR)

Son parti a promis pendant la campagne de réaliser une croissance moyenne de 5 % par an, de maintenir l'inflation à 2 % pour préserver le pouvoir d'achat et de créer au moins un million d'emplois durant son mandat. Le président de la communau-

té juive locale, Jacky Kadoch, a salué chaleureusement cette nomination et a témoigné des liens étroits unissant sa communauté à la nouvelle cheffe du gouvernement. « Elle a grandi avec nous. Son père, Abderrahmane El Mansouri, était un

grand avocat », a confié Jacky Kadoch, soulignant qu'elle est issue d'une famille influente et qu'il a lui-même conduit plusieurs délégations chez elle dans le cadre de ses fonctions municipales.

Redouane BENALI



POLITIQUE » Guinée

CELLOU DALEIN DIALLO PRIVÉ DE PASSEPORT

Le passeport de l'opposant guinéen Cellou Dalein Diallo a été révoqué par les autorités, l'empêchant de se rendre à New York pour participer à des réunions en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.



L'opposant guinéen, en exil, traverse des moments difficiles. (Ph: DR)

Sale temps pour le principal opposant guinéen, Cellou Dalein Diallo. Son passeport, valable jusqu'en 2031, a été révoqué par les autorités de Conakry, selon un communiqué publié le 21 septembre 2026 par son parti, l'UFDG, dissous par les autorités. Cette décision l'a empêché d'embarquer pour New York où il devait participer à des réunions en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Selon l'UFDG, Cellou Dalein Diallo avait obtenu sa carte d'embarquement lorsqu'Ethiopian Airlines lui a indiqué que son passeport avait été révoqué par les

autorités guinéennes.

Le parti dénonce une atteinte aux droits de son président et accuse le pouvoir de chercher à limiter ses activités politiques. Cellou Dalein Diallo vit hors de Guinée depuis avril 2022. Les autorités guinéennes n'ont, pour l'heure, pas officiellement expliqué les raisons de cette révocation.

Dans son communiqué, l'UFDG accuse le pouvoir de Mamadi Doumbouya de vouloir empêcher ses adversaires politiques d'exercer pleinement leurs droits.

Le parti va jusqu'à évoquer de possibles mesures à l'encontre

de Cellou Dalein Diallo, notamment une éventuelle déchéance de sa nationalité ou l'émission d'un mandat d'arrêt international.

« Nul ne serait surpris si, demain, il prenait un acte pour déchoir Cellou Dalein Diallo de sa nationalité guinéenne ou faisait lancer un mandat d'arrêt international contre lui », écrit l'UFDG.

Ces dernières affirmations relèvent de la position et des craintes exprimées par le parti et ne correspondent pas, à ce stade, à des décisions officiellement annoncées par les autorités guinéennes.

Âgé de 74 ans, Cellou Dalein Diallo est l'une des principales figures de l'opposition guinéenne. Son parti a été dissous en mars avec plusieurs autres formations politiques.

Le président Mamadi Doumbouya, arrivé au pouvoir après le renversement d'Alpha Condé en 2021, a été réélu en décembre dernier. Plusieurs grandes figures de l'opposition, dont Cellou Dalein Diallo, n'avaient pas été autorisées à se présenter.

Kalifa MARIKO



Guinée-Bissau « POLITIQUE

À QUOI JOUE UMARO EMBALO ?

Le président déchu de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, sera candidat à la prochaine élection présidentielle, a-t-il annoncé le 28 septembre 2026. Renversé lors du coup d'État militaire du 26 novembre 2025 et depuis en exil, l'ancien chef de l'État devrait prochainement rentrer en Guinée-Bissau. Un retour qui suscite déjà les critiques de l'opposition.

Onze mois après avoir été renversé par un putsch, l'ex-président bissau-guinéen en exil, Umaro Sissoco Embaló, a annoncé le 28 septembre 2026 son retour prochain dans son pays comme « candidat à la présidentielle » du 6 décembre censée rétablir l'ordre constitutionnel.

La Guinée-Bissau est dirigée depuis le 26 novembre 2025, veille de l'annonce prévue des résultats provisoires des élections présidentielle et législatives, par des militaires qui ont renversé M. Embaló et suspendu le processus électoral.

De nombreux observateurs ont soupçonné à l'époque Embaló d'avoir orchestré le coup d'État pour arrêter le processus électoral qu'il semblait perdre. « Je serai candidat pour la présidentielle », a annoncé le président renversé en exil au Maroc qui a promis de revenir « au bercail », sans préciser la date de son retour.

Selon la Charte de la Transition adoptée en décembre 2025, le général Horta N'Tam ne peut pas se présenter à la prochaine présidentielle.

Juste avant l'annonce du résultat des élections de novembre 2025, les militaires avaient justifié leur putsch en affirmant vouloir garantir

la « sécurité au niveau national et rétablir l'ordre », évoquant la découverte par les « renseignements généraux » d'un « plan visant à déstabiliser le pays avec l'implication des barons nationaux de la drogue ».

Depuis, la junte a organisé un référendum constitutionnel pour passer à un régime présidentiel fort pour remplacer le système se-

mi-parlementaire.

La nouvelle Constitution a été approuvée à 70% des suffrages le 30 août 2026.

Les élections générales du 6 décembre 2026 doivent acter le retour au pouvoir des civils, dans un climat politique tendu.

« Juridiquement, rien ne s'oppose au retour d'Umaro Sissoco Embaló en Guinée-Bissau », a réagi, Malam Cissé, analyste politique. «

Il a été chassé du pouvoir par un coup d'État. Il n'a pas non plus signé de document pour renoncer au pouvoir », poursuit l'analyste.

Yves-Alain LOPIKO

Umaro Embaló : « Je serai candidat pour la présidentielle ».
(Ph: DR)





ECONOMIE » Connect Côte d'Ivoire

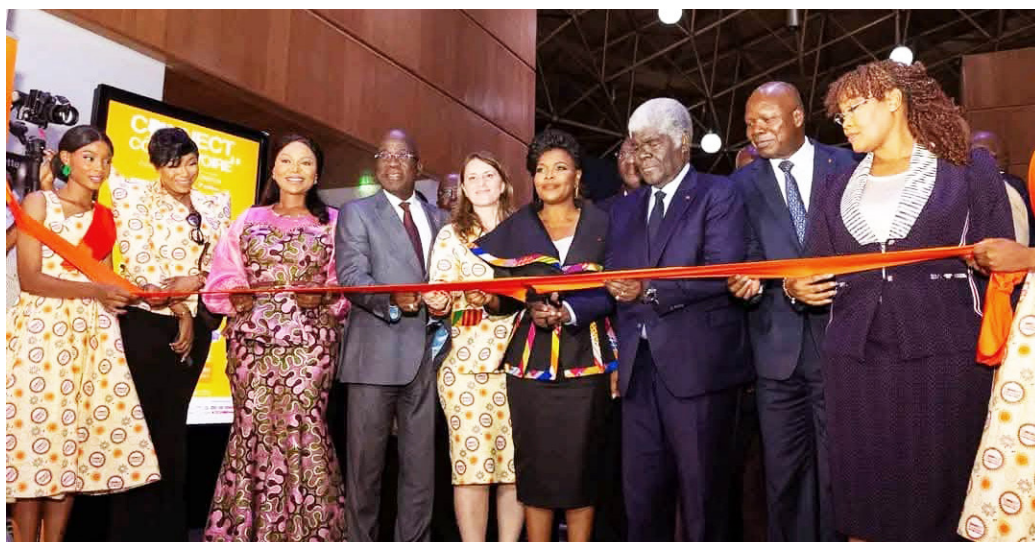
LES TERRITOIRES AU CŒUR DE LA NOUVELLE AMBITION ÉCONOMIQUE IVOIRIENNE

Du 30 septembre au 2 octobre 2026, le Parc des Expositions d'Abidjan accueille la 7e édition de Connect Côte d'Ivoire, l'Expo des régions et districts. Parrainée par le Premier ministre ivoirien Robert Beugré Mambé et placée sous le haut patronage de la Première dame Dominique Ouattara, la manifestation entend faire des territoires ivoiriens des espaces d'investissement, d'innovation et de création de valeur. Une ambition qui résonne particulièrement auprès des entrepreneurs, investisseurs et membres de la diaspora.

Abidjan s'est transformée, pendant trois jours, en une vitrine de la diversité économique, culturelle et territoriale de la Côte d'Ivoire. Réunis au Parc des Expositions, les représentants des 31 régions et des deux districts autonomes présentent leurs ressources, leurs savoir-faire, leurs projets, leurs produits, leur patrimoine et leurs opportunités d'investissement. Mais derrière l'exposition des territoires, l'enjeu est plus stratégique : il s'agit de rapprocher les potentialités locales des capitaux, des compétences et des réseaux capables de les transformer en activités économiques durables. C'est tout le sens du thème retenu pour cette 7e édition : « Révéler les territoires, connecter les opportunités ».

À l'ouverture officielle de la manifestation, mercredi 30 septembre, le Premier ministre Robert Beugré Mambé a placé la question de la transformation territoriale au centre de son intervention. Pour le chef du gouvernement, le développement de la Côte d'Ivoire ne peut plus être pensé uniquement à partir d'Abidjan. Il doit également s'appuyer sur les ressources, les compétences et les dynamiques propres à chaque région. « Un territoire isolé est une potentialité. Un territoire connecté devient une opportunité », a-t-il déclaré, résumant en une formule l'ambition portée par Connect Côte d'Ivoire.

Le Premier ministre ivoirien a insisté sur la nécessité de mieux connecter les collectivités territoriales aux investisseurs, aux entreprises, aux institutions



Le Premier ministre Robert Beugré Mambé a placé la question de la transformation territoriale au centre de son intervention (Ph : DR)

financières et aux partenaires au développement. « La transformation de notre territoire est une œuvre collective. Elle appelle une alliance renouvelée entre l'État, les collectivités territoriales et le secteur privé, les partenaires au développement, les institutions financières, la société civile et la population elle-même », a-t-il souligné. Cette approche fait écho aux mutations engagées depuis plusieurs années dans le pays, avec une priorité accordée aux infrastructures comme préalable au développement des activités économiques régionales.

DES INFRASTRUCTURES POUR RAPPROCHER LES TERRITOIRES DES MARCHÉS

À l'ouverture de l'exposition, Ro-

bert Beugré Mambé a rappelé plusieurs indicateurs présentés par le gouvernement pour illustrer les investissements réalisés depuis 2011. Selon les chiffres communiqués par le Premier ministre, le réseau routier bitumé est passé de 6 514 kilomètres en 2011 à 8 500 kilomètres en 2024. Le réseau autoroutier est, lui, passé de 142 kilomètres à 400 kilomètres en 2025. L'accès à l'électricité a également progressé, passant, selon les données citées par le gouvernement, de 33,1 % en 2011 à 95,67 % en 2025.

Dans l'éducation, le nombre de lycées et collèges est passé de 294 en 2011 à 902 en 2024. La Côte d'Ivoire compte désormais neuf universités publiques, contre trois en 2011, avec notamment une nouvelle univer-

sité en construction à Odienné. Dans le secteur de la santé, le nombre d'établissements sanitaires de premier contact est passé de 1 880 à plus de 3 000, tandis que la proportion de la population vivant à moins de cinq kilomètres d'un établissement sanitaire est passée, selon les chiffres présentés, de 66 % à 82 %. Ces investissements constituent pour le gouvernement, un socle destiné à permettre aux territoires de mieux exploiter leurs ressources et de renforcer leur attractivité.

LE PND 2026-2030 COMME ACCÉLÉRATEUR TERRITORIAL

La prochaine étape doit s'inscrire dans le cadre du Plan national de développement 2026-2030, dont plusieurs projets ont été

Connect Côte d'Ivoire « ECONOMIE

présentés par le Premier ministre. Le programme prévoit notamment 6 574 kilomètres de voiries intra-urbaines, cinq centres hospitaliers universitaires, 21 hôpitaux généraux et 1 200 établissements sanitaires de premier contact. Dans le domaine de l'éducation, sont annoncées 9 485 salles de classe, 294 lycées et collèges ainsi que cinq nouvelles universités.

Au-delà des chiffres, l'objectif affiché est de renforcer les équipements qui conditionnent l'attractivité économique des territoires : mobilité, accès aux services, formation, santé et infrastructures urbaines. Ces paramètres sont déterminants pour les investisseurs. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, la capacité à acheminer une production, l'accès à l'énergie ou encore la proximité des infrastructures logistiques peuvent en effet conditionner l'implantation et la compétitivité d'une entreprise.

DES VOCATIONS ÉCONOMIQUES DIFFÉRENCIÉES SELON LES RÉGIONS

L'une des caractéristiques de la stratégie présentée à Connect Côte d'Ivoire est de ne pas considérer les territoires comme un ensemble homogène. Chaque région doit pouvoir s'appuyer sur ses avantages comparatifs pour construire son propre modèle de développement.

Dans le Nord, le gouvernement entend consolider une vocation agro-industrielle, logistique et commerciale. Le développement d'infrastructures destinées à faciliter les échanges doit notamment renforcer la position stratégique de cette partie du pays. Dans la région des Montagnes, le gouvernement mise notamment sur un programme minier spécial. L'objectif annoncé est d'accompagner l'exploitation des ressources par davantage de transformation locale et par la formation d'une main-d'œuvre qualifiée.

Un programme similaire est envisagé dans l'Est, parallèlement au renforcement des infrastructures routières pour faciliter



La commissaire générale de l'événement, Nadine Bla, présente la manifestation comme un trait d'union entre la vision nationale du développement et les réalités locales (Ph : DR)

l'évacuation des productions agricoles et minières. Les autorités souhaitent également y développer les potentialités touristiques et forestières. Dans le Sud-Ouest, la ville de San Pedro occupe une place particulière. L'extension du port et le projet de construction d'une liaison ferroviaire doivent contribuer à renforcer les capacités de transport et de transit de marchandises. Le gouvernement ambitionne également de faire de cette zone un pôle de l'économie bleue et de l'économie culturelle.

À Abidjan, où se concentre une part importante de l'activité économique nationale, les réflexions portent notamment sur de nouvelles infrastructures de mobilité. Le Premier ministre a évoqué la perspective d'un grand pont sur le canal de Vridi ainsi que des réflexions autour d'un téléphérique.

UNE PLATEFORME POUR LES INVESTISSEURS ET LA DIASPORA

Cette volonté de mieux valoriser les territoires ouvre aussi une perspective particulière pour la diaspora ivoirienne et africaine. À travers ses entrepreneurs, ses cadres, ses investisseurs et ses réseaux professionnels internationaux, la diaspora constitue en effet un relais potentiel entre les territoires ivoiriens et les marchés extérieurs. Connect Côte

d'Ivoire cherche précisément à créer ces passerelles.

La commissaire générale de l'événement, Nadine Bla, présente la manifestation comme un trait d'union entre la vision nationale du développement et les réalités locales. Elle souhaite notamment rapprocher les PME régionales des investisseurs, donner davantage de visibilité aux filières locales et mettre en avant des entrepreneurs susceptibles de franchir une nouvelle étape dans leur développement. Elle a également exprimé sa reconnaissance à la Première dame, Dominique Ouattara, pour son soutien aux régions et districts, ainsi qu'au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), à travers sa représentante résidente, Blerta Cela, pour son appui à l'organisation de l'événement.

L'ambition dépasse ainsi la simple exposition commerciale. Il s'agit de transformer la visibilité en relations d'affaires, en financement, en partenariats et, à terme, en projets.

UNE CÔTE D'IVOIRE PLURIELLE

Pendant trois jours, les visiteurs peuvent découvrir les espaces consacrés aux 31 régions et aux deux districts autonomes, mais également les espaces institutionnels, les champions nationaux, le Business et le Village

Connect. Produits agricoles et artisanaux, initiatives entrepreneuriales, projets structurants, patrimoine, tourisme et savoir-faire locaux composent cette grande vitrine de la Côte d'Ivoire. Connect Côte d'Ivoire est issue des Journées nationales des chefs d'entreprises (JNCE). Au fil de ses éditions, la manifestation a élargi son champ d'action pour intégrer les dimensions économique, touristique et culturelle des territoires. Cette évolution traduit une conception plus large de l'attractivité territoriale : une région n'est pas seulement un espace administratif ou une zone de production. Elle peut également devenir une marque, une destination, un écosystème entrepreneurial et un pôle d'investissement.

L'enjeu de cette 7e édition, est donc moins de montrer la Côte d'Ivoire que de permettre à ses territoires d'être mieux identifiés par ceux qui peuvent contribuer à leur transformation. Le défi sera désormais de convertir les rencontres, les contacts et les opportunités présentés à Abidjan en projets concrets sur le terrain.

Cette transformation suppose des infrastructures, mais aussi des compétences, des financements, des partenariats et une capacité accrue des acteurs locaux à porter des projets structurants. C'est précisément sur cette articulation entre territoires, capitaux, compétences et marchés que se joue la portée de Connect Côte d'Ivoire. Pour la diaspora, l'enjeu est également significatif : mieux connaître les territoires, identifier leurs besoins et leurs avantages, puis construire des passerelles avec les réseaux économiques internationaux. Au-delà des stands et des rencontres d'affaires, la 7e édition de Connect Côte d'Ivoire porte ainsi une idée simple : la croissance nationale peut aussi se construire à partir des territoires, à condition que leurs potentialités soient visibles, connectées et transformées en valeur.

Jean-Christophe PAGNI



ECONOMIE » Sénégal

SADIO MANÉ INVESTIT DANS L'AGRO-INDUSTRIE

Après avoir financé une mosquée, une école, un hôpital, une station-service et plusieurs infrastructures dans son village de Bambali, la star du football sénégalais a encore des projets pour créer de la richesse sur place et soutenir sa communauté.

A partir de mars 2027, de la pulpe, de la mangue séchée et du beurre de mangue sortiront de trois usines dédiées. Accompagnée d'un centre de formation aux métiers agro-industriels, la construction de ce site moderne et intégré suscite beaucoup d'espoir dans une région pénalisée par de lourdes pertes post récoltes. Jusqu'alors, entre 30% et 45% des fruits cueillis était perdus chaque année, faute de solutions locales de stockage et de transformation.

Le 19 septembre 2026, l'international sénégalais Sadio Mané a donc posé la première pierre de SM10 Agro, un futur parc agro-industriel, dans son village natal de Bambali, en Casamance. En investissant 20,4 millions d'euros soit 11,7 milliards de francs CFA dans ce projet, celui-ci entend permettre à cette région riche en mangues de passer à une transformation du fruit à grande échelle et d'envisager des débouchés en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Avec une capacité de traitement annoncée de 8500 tonnes de mangues par an, SM10 Agro est présenté comme une révolution industrielle pour la filière avec, à la clé, la création de plus de 1000 emplois directs.

« Je ne veux pas que l'on se souvienne de moi uniquement pour les buts que j'ai marqués. Avant les stades, les lumières, les victoires, il y avait bien sûr Bambali. C'est ici que mes rêves ont commencé... » a expliqué Sadio Mané devant des responsables de la région et de l'État central. Nous voulons contribuer à créer de l'emploi et à développer l'agriculture. L'ambition est aussi de montrer qu'un jeune de Casamance peut construire son avenir sur sa propre terre sans être obligé de partir ailleurs pour chercher les possibilités qui lui manquent ici », a-t-il poursuivi.



Le projet agro-industriel SM10 Agro de Sadio Mané (en bleu) doit permettre de valoriser la production de mangues en Casamance par la transformation du fruit sur place et la limitation des pertes post récolte. (Ph: DR)

« Il est inacceptable que nos richesses continuent de quitter nos terres sans être transformées, laissant échapper une valeur ajoutée cruciale pour notre économie nationale. Le projet SM10 Agro porté par Sadio Mané et ses partenaires est la réponse concrète de ce que nous attendons », a salué de son côté le ministre de l'Industrie et du

Commerce, Serigne Guèye Diop. Le projet revêt une portée particulière en Casamance. Cette zone constitue le premier bassin de production de mangues du Sénégal mais les capacités locales de transformation y demeurent limitées et inégalement réparties.

L'implantation de l'unité dans la région de Sédhiou pourrait ainsi

contribuer à mieux valoriser sur place les volumes de mangues qui ne trouvent pas de débouchés à l'exportation vers l'Union européenne (UE), principalement aux Pays-Bas, en France et en Espagne, en raison des exigences phytosanitaires.

BOZ

LA BATAILLE MUSHIKIWABO-LUMUMBA FAIT RAGE !

Après 56 ans d'existence, c'est la première fois que l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) va élire son secrétaire général. Quatre candidats, une Mauritaniennne, une Congolaise, une Rwandaise et un Roumain, qui se disputent le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) seront départagés lors du XXe sommet de l'organisation qui se tiendra le 16 novembre prochain au Cambodge. La bataille se jouera entre la Rwandaise Louise Mushikiwabo et la Congolaise Juliana Lumumba.

C'est la première fois que le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) va être élu après 56 ans d'existence de ce rassemblement des pays francophones. Jusqu'à présent, le processus de désignation au poste de secrétaire général reposait essentiellement sur des consultations diplomatiques bilatérales et selon un principe de recherche du consensus entre les États membre de plein droit de l'organisation.

Toutefois, suite à la réforme institutionnelle de mars 2022, le secrétaire général de l'OIF sera désormais élu par les chefs d'État et de gouvernement lors de l'élection qui aura lieu en marge du 20e Sommet de l'organisation qui se tiendra à Phnom Penh, au Cambodge, en novembre 2026. Ainsi, ce sont 90 chefs d'État et de gouvernement représentant 90 États et d'environ 400 millions de francophones qui éliront le futur secrétaire général de l'OIF pour un mandat de quatre ans : 2027 à 2030.

Ainsi, pour la première fois, si le consensus habituel ne se dégage pas entre les membres, un vote à bulletin secret départagera les 4 candidats en lice dont trois originaires d'Afrique -une Mauritaniennne, une Congolaise, une Rwandaise- et un Roumain. Ceux-ci ont été auditionnés le 30 juin dernier par la Conférence



La Rwandaise Louise Mushikiwabo et la Congolaise Juliana Lumumba sont les favorites du scrutin. (Ph: DR)

ministérielle de la Francophonie qui a réuni pour la première fois ses membres autour d'une audition formelle des candidats à la direction de l'OIF qui a mis en lumière les intentions des quatre candidats en lice pour le poste de secrétaire général de l'OIF.

S'ils sont 4 sur la ligne de départ, ces candidats n'ont pas les mêmes chances d'être élus à la tête de l'organisation. D'abord, il y a la secrétaire générale

sortante de l'OIF, la Rwandaise Louise Mushikiwabo qui occupe le poste depuis 2017 et qui est candidate à sa propre succession pour un troisième mandat. Elle a défendu son bilan de 8 ans à la tête de l'organisation en mettant l'accent sur le resserrement budgétaire et le recentrage des missions de coopération de l'OIF réduites à une vingtaine depuis sa prise de fonction en 2019. Durant son mandat, l'OIF

s'est enrichie de trois nouvelles représentations décentralisées (Beyrouth, Tunis et Québec) et s'est élargie à 7 nouveaux membres tout en perdant les 3 pays de l'Alliance des États du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger). Elle souhaite poursuivre l'aventure pour faire de la Francophonie « un espace plus influent, plus solidaire, mieux gouverné et aligné sur les défis de son époque ».

SOCIÉTÉ » France (Normandie)



L'HÉRITAGE DE SENGHOR POSE PROBLÈME

L'héritage de Léopold Sédar Senghor, ex-président du Sénégal, écrivain et artiste, qui a vécu dans le Calvados, a été évoqué à la cour d'appel de Caen. Le 16 septembre 2026, l'ex-gendre de l'héritière et un expert joaillier ont été entendus. Jugés en correctionnelle pour abus de confiance, recel et blanchiment, le premier avait été condamné et le second relaxé.



Jugés en correctionnelle pour abus de confiance, recel et blanchiment, l'ex-gendre avait été condamné et le joaillier, relaxé. (Ph: DR)

Malgré cela, l'obtention d'un troisième mandat pour l'ancienne ministre de l'Information puis des Affaires étrangères du Rwanda (2009-2018) s'avère compliquée. Avec trois autres candidats pour cette édition, il est très fort probable que les pays francophones optent pour le changement. D'autant plus que la Rwandaise ne pourra pas compter sur certaines voix africaines francophones de la région à cause des tensions avec la RDC.

D'ailleurs, pour barrer la route à la candidate rwandaise, la République démocratique du Congo (RDC) soutient la candidature de son ancienne ministre de la Culture et des Arts, Juliana Amato Lumumba, fille de l'ancien Premier ministre Patrice Lumumba. La RDC table sur les tensions géopolitiques et militaires entre les deux pays de la région des Grands Lacs pour barrer la route à Louise Mushikiwabo. Loin de la rivalité avec le Rwanda, Lumumba a déclaré, lors de son audition, vouloir mettre l'accent sur « une francophonie tournée vers les peuples, qui a un impact sur la vie quotidienne à l'école, dans l'emploi, dans la mobilité, l'accès au numérique, la culture, la paix et la participation citoyenne ». Elle explique aussi que « la Francophonie doit renforcer son influence internationale et assumer pleinement son rôle politique ».

Face à ces deux candidates, deux autres candidats pourraient tirer profit de la situation. Il s'agit d'abord de la candidate mauritanienne Coumba Ba, ancienne ministre et actuelle conseillère spéciale auprès de l'OIF et de Dacian Ciolos, ancien Premier ministre de la Roumanie, candidat représentant l'Europe que certains considèrent comme outsider.

Le dernier mot revient aux chefs d'État et de gouvernement qui trancheront le 16 novembre 2026.

Landry ANUARITE

L'héritage de l'ex-président sénégalais continue de faire parler en Normandie. Pour quelles raisons ? Explications.

Le 20 mai 2025, le tribunal de Caen a examiné une affaire dans laquelle deux hommes sont accusés d'avoir indûment vendu des bijoux issus d'une succession prestigieuse.

L'origine de l'affaire remonte au 27 juillet 2023. Une femme résidant à Gonneville-en-Auge dépose plainte contre l'ex-compagnon de sa fille. Elle explique qu'elle a hérité de la belle-sœur de l'ancien président du Sénégal Léopold Sédar Senghor, dont elle était l'auxiliaire de vie. La succession est composée de biens immobiliers et mobiliers, de tableaux et de bijoux. Malgré la séparation, elle est en

bons termes avec son gendre qui lui propose de l'aider à gérer cet héritage conséquent. Elle accepte.

Elle lui signe une procuration chez un notaire lui permettant d'avoir accès aux coffres-forts d'une banque parisienne mais en aucun cas il n'est autorisé à vendre des biens. Il outrepassa ses droits, puisqu'après expertise des bijoux, il prend contact avec un expert joaillier auquel il remet la procuration. L'expert lui fait confiance et ne la lit pas. Une première vente est effectuée. Le joaillier demande un RIB et verse l'argent sur le compte de la société du gendre, l'héritière n'ayant, selon les dires de ce dernier, pas encore ouvert de compte personnel. Une deuxième vente est programmée aux enchères. Cette fois-ci, une demande d'accord

est envoyée à la propriétaire des bijoux. C'est ainsi qu'elle découvre le pot aux roses et porte plainte.

À la barre, le beau-fils conteste les faits. Son seul but était d'aider sa belle-mère, de la protéger. Il soupçonnait ses filles de vouloir la spolier... Quant à l'expert joaillier de 66 ans, il explique que dans son métier, on travaille en confiance. « Il m'a dit que la propriétaire des bijoux l'avait chargé de les vendre ».

L'avocate de la victime confirme qu'il y a eu abus de confiance de la part du gendre. « Il se prétendait 'l'homme de la situation'. Aujourd'hui, il répond à côté aux questions. Ses explications sont incompréhensibles. L'expert, lui, a 40 ans d'expérience, pourquoi n'a-t-il pas lu la procuration et pourquoi avoir versé le montant de la vente sur un compte n'appartenant pas à ma cliente ? ».

Pour la procureure, ce dossier concerne un abus de confiance flagrant. Il y a aussi recel et blanchissement aggravés. Elle a donc requis de fortes amendes. L'avocat du gendre expliquait que son client n'avait pas compris les subtilités de la procuration concernant cet héritage en 2e rang de la succession. Il avait juste voulu aider sa belle-mère. Il a plaidé la relaxe. L'avocate du joaillier a, quant à elle, expliqué que l'homme a fait son métier. Il ne savait rien des manigances de l'autre prévenu.

Marie Inès BIBANG

LA POLOGNE RECRUTE DES PRÊTRES EN AFRIQUE

Souvent présentée comme le pays le plus catholique d'Europe, la Pologne connaît pourtant le processus de laïcisation le plus rapide au monde. Face au manque croissant de prêtres, les diocèses font appel à de jeunes recrues venues d'Afrique.



Face au manque croissant de prêtres, les diocèses font appel à de jeunes recrues venues d'Afrique. (Ph: DR)

On assiste à une crise de vocations en Pologne. En conséquence, les recrutements de prêtres en Afrique et en Asie se multiplient.

À Kielce, par exemple, on compte actuellement deux séminaristes de la République centrafricaine et sept d'Angola. Le séminaire de Tarnów a également formé un prêtre originaire de la République centrafricaine ces dernières années (ordonné diacre dans le village voisin de Szyrwald en 2024).

Dans le diocèse d'Elk, Mgr Jerzy Mazur a annoncé dans une lettre lue dans les églises en 2023 qu'il comptait lutter contre la pénurie de prêtres en invitant des membres du clergé africains au séminaire diocésain. En échange de leur formation en Pologne, les prêtres nouvellement ordonnés devaient passer au moins quelques années à exercer leur ministère dans la région.

Auparavant, le soutien des prêtres à la retraite suffisait. Mais face à l'aggravation de la

pénurie, la curie a même envisagé de réduire le nombre de messes ou de fusionner des paroisses. C'est alors qu'est née l'idée de solliciter de l'aide à l'étranger.

« Les prêtres polonais exercent de plus en plus longtemps, tant que leur santé le leur permet », explique Andrzej Kobylinski, prêtre et spécialiste en éthique à l'Université Cardinal Stefan Wyszyński de Varsovie. « Cela ne change toutefois rien au fait que, d'ici quelques années, nous serons confrontés à une pénurie de personnel, car les séminaires polonais se vident de plus en plus ».

Ces dernières années, le manque de recrues a entraîné la fusion ou la fermeture de plusieurs séminaires. Les séminaires de Wrocław, Legnica et Świdnica ont été regroupés en une seule institution, ce qui signifie en réalité que les deux plus petites écoles ont été transférées vers la grande ville.

Les séminaristes de Kalisz ont connu un sort similaire, devant

se rendre à Częstochowa pour étudier, tandis que ceux d'Elbląg ont été envoyés à Olsztyn. Les séminaires de Łowicz et de Bydgoszcz ont fermé leurs portes, et l'enseignement à Drohiczyń et à Sandomierz a été suspendu.

D'autres restent pendant de nombreuses années, comme le père Franksus Laka, dont le séjour en Pologne est prolongé tous les trois ans par le supérieur provincial de la congrégation.

La Pologne n'était pas son premier choix. Peu avant leur ordination, chacun des séminaristes du séminaire de Franksus, celui des Missionnaires du Verbe Divin à Pieniężno, dans le nord-est de la Pologne, devait citer trois pays où il souhaitait exercer son ministère. Il avait choisi l'Équateur, le Nicaragua et, en dernière position, la Pologne.

En général, c'est l'une des deux premières options qui est retenue, mais le supérieur provincial en a décidé autrement. Surpris, Franksus a accepté, et il n'a jamais regretté sa décision. Après

avoir passé les quatre premières années dans la paroisse de Pieniężno, il est retourné au séminaire pour devenir préfet, chargé de faire respecter l'ordre.

En 2026, 196 prêtres doivent être ordonnés en Pologne, soit 12 de moins que l'année dernière et environ 205 de moins qu'en 2013. Le nombre de diocèses dans lesquels aucune ordination n'a eu lieu faute de candidats est en hausse : sept cette année, contre six en 2025. « Nous sommes en réalité confrontés à une crise des vocations partout en Europe. Nous allons donc rechercher des prêtres dans d'autres régions du monde », explique Andrzej Kobylinski.

« Nous disposons essentiellement de deux zones où nous pouvons recruter des candidats à la prêtrise : principalement l'Afrique, et éventuellement l'Inde, mais l'expérience des diocèses allemands et italiens montre que les prêtres indiens ont plus de mal à s'intégrer en Europe ».

MIB



SOCIÉTÉ »

QUAND LE RÊVE AMÉRICAIN TOURNE AU CAUCHEMAR

Une basketteuse sénégalaise prise dans les filets de l'ICE, entre détention et combat judiciaire.

Le rêve américain de la basketteuse sénégalaise Aminata Seck est en train de virer au cauchemar. Arrêtée le 7 août dernier aux États-Unis, la joueuse de 26 ans est toujours privée de liberté malgré une première avancée judiciaire. Une affaire qui soulève des questions sur le traitement des étudiants-athlètes étrangers, les conditions de détention et la protection des ressortissants africains à l'étranger.

Pensionnaire de Kentucky State University, Aminata Seck se retrouve au cœur d'une procédure migratoire qui l'éloigne des terrains et menace de bouleverser son avenir sportif et universitaire.

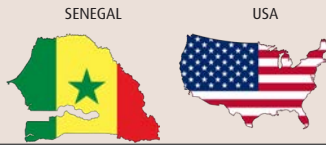
Ce fameux 7 août 2026, alors qu'elle s'apprêtait à prendre un vol avec ses coéquipières en direction de New York pour participer à un tournoi universitaire, la jeune femme a été interpellée par les agents de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), la police américaine chargée notamment de l'application des lois sur l'immigration.

Originaire de Dakar, Aminata Seck était entrée légalement aux États-Unis en septembre 2019 avec un visa étudiant. Mais selon les autorités américaines, elle aurait dépassé la durée de séjour autorisée. Une situation administrative qui a conduit à une procédure d'expulsion, après une décision rendue en son absence lors d'une précédente audience.

L'affaire prend une autre dimension lorsque son avocate,



Aminata Seck est privée de liberté depuis le 7 août 2026. (Ph: DR)



Aminata Seck « SOCIÉTÉ »

Sadiqa Reynolds, a dénoncé les conditions de détention de sa cliente. Selon la défense, Aminata Seck aurait manqué une échéance liée à son statut étudiant alors qu'elle subissait une intervention chirurgicale au dos. La basketteuse souffre également d'une rupture du ligament croisé antérieur, une blessure nécessitant une prise en charge médicale et une intervention chirurgicale.

Son avocate affirme que la joueuse a été transférée entre plusieurs centres de détention et qu'elle n'aurait pas bénéficié d'un suivi médical régulier. Elle a également dénoncé le recours aux menottes à la taille, aux mains et aux pieds lors d'un transfert à l'hôpital.

Des accusations auxquelles s'oppose, sur certains aspects, la version des autorités américaines. Le département de la Sécurité intérieure affirme notamment que la joueuse bénéficie de soins médicaux.

Au-delà de la question migratoire, c'est donc aussi celle de la santé d'une jeune sportive blessée qui se retrouve posée.

Alors que l'affaire semblait s'orienter vers une expulsion, un rebondissement est intervenu le 30 septembre 2026. Un juge de l'immigration a accepté de rouvrir le dossier d'Aminata Seck et d'annuler l'ordre d'expulsion précédemment prononcé contre elle. La décision repose notamment sur un élément important avancé par sa défense : la joueuse affirme ne jamais avoir reçu notification de l'audience qui avait conduit à cette décision.

Cette annulation constitue une avancée majeure pour la Sénégalaise. Elle lui permet désormais de défendre son dossier dans le cadre d'une nouvelle procédure, avec une audience programmée le 26 novembre prochain.

Mais le soulagement reste relatif. Car malgré cette décision, Aminata Seck demeure détenue



Le 26 novembre 2026 constituera une étape décisive pour le pivot sénégalais d'1,93m. (Ph: DR)

par l'ICE. Les autorités américaines ont confirmé qu'elle resterait sous leur garde pendant la poursuite de la procédure migratoire.

Pour ses avocats, cette détention n'est désormais plus justifiée, particulièrement depuis l'annulation de l'ordre d'expulsion qui constituait le fondement de la procédure précédente. Ils contestent également la légalité de son maintien en détention devant la justice fédérale du Kentucky.

Face à la médiatisation croissante de l'affaire, les autorités sénégalaises ont également décidé de réagir. Dans un communiqué publié le 29 septembre, le ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur a indiqué suivre « avec une attention particulière » la situation de sa compatriote.

Dakar affirme que ses représentations diplomatiques et consulaires aux États-Unis ont entrepris les démarches nécessaires auprès des autorités américaines compétentes, notamment concernant les conditions de détention et l'état de santé

de la joueuse. Le ministère a également salué la mobilisation et les témoignages de solidarité venus du Sénégal et de la diaspora.

Une réaction diplomatique attendue, mais qui devra désormais se traduire par un accompagnement concret pour permettre à Aminata Seck de bénéficier de ses droits et d'une prise en charge médicale adaptée.

L'histoire d'Aminata Seck ne doit pas se résumer à un dossier administratif. C'est également celle d'une jeune athlète dont le parcours sportif et universitaire se retrouve brutalement interrompu.

Le pivot sénégalais d'1,93 m, sortait d'une saison particulièrement intéressante avec Kentucky State University. Elle avait terminé meilleure marqueuse et meilleure rebondeuse de son équipe, avec des moyennes de 11,7 points et 7,3 rebonds par rencontre. Elle avait également inscrit cinq double-doubles et reçu la distinction SIAC Women's Basketball Elite 16, récompensant l'excellence académique des étudiants-athlètes.

Autant dire qu'Aminata Seck n'était pas simplement une joueuse étrangère parmi d'autres. Elle représentait aussi une réussite universitaire et sportive, construite au fil des années sur le sol américain.

Aujourd'hui, une blessure physique s'ajoute à une épreuve administrative et humaine. Et pendant que la justice suit son cours, c'est une carrière qui reste en suspens.

Cette affaire interpelle également le monde du sport africain. Chaque année, des centaines de jeunes talents quittent le continent pour rejoindre les universités américaines, attirés par les perspectives sportives, académiques et professionnelles qu'offre le système NCAA.

Elle pose donc une question essentielle : quel accompagnement les établissements universitaires et les structures sportives proposent-ils réellement à ces jeunes athlètes internationaux ? Car lorsqu'un étudiant-athlète se retrouve confronté à une difficulté administrative, il ne devrait pas être laissé seul face à une machine juridique dont il ne maîtrise pas nécessairement les rouages.

Cela ne signifie pas que les règles migratoires américaines ne doivent pas être appliquées. Mais leur application doit également respecter les garanties judiciaires, les droits fondamentaux et la dignité humaine.

Le 26 novembre pourrait constituer une nouvelle étape décisive. Mais d'ici là, une autre urgence demeure : permettre à cette jeune femme de recevoir les soins dont elle a besoin et de retrouver, autant que possible, une perspective d'avenir.

Car derrière les procédures, les décisions administratives et les débats diplomatiques, il y a avant tout une jeune basketteuse africaine de 26 ans qui attend de pouvoir reprendre le cours de sa vie.

Malick Daho



HOMMAGE » JEAN-BRUNO THIAM

LE DERNIER SOUFFLE D'UN PASSEUR D'AFRIQUE

Il y a des hommes qui disparaissent et laissent derrière eux un silence. Et puis il y a ceux dont le départ semble faire vaciller toute une époque. Jean-Bruno Thiam était de ceux-là. Avec lui, c'est une certaine idée de l'Afrique qui s'est retirée sur la pointe des pieds, emportant dans ses bagages les parfums de Poto-Poto, les conversations sans fin des vieux journalistes, les éclats de rire des retrouvailles et cette fraternité sans frontières qui faisait des rencontres avec Jean-Bruno des grands moments riches de souvenirs et d'anecdotes.

Jean-Bruno Thiam s'est éteint le 22 septembre à Brazzaville, à l'âge de 81 ans. Sidy Ousman Jean-Bruno Thiam, c'est son nom complet, appartenait à cette histoire singulière qui relie le Congo aux terres de l'Ouest africain. Une histoire faite de migrations, de brassages, de fidélités et de destins croisés. Une histoire où l'on peut naître ailleurs et pourtant devenir profondément d'ici. Où l'identité ne se ferme pas comme une porte, mais s'ouvre comme une fenêtre sur l'autre.

Journaliste de radio, homme de presse, photographe et communicant, Thiam aura traversé plusieurs décennies de l'histoire congolaise, au cœur des soubresauts et des espérances de l'Afrique post-indépendance. Il fut de ces pionniers qui comprirent très tôt que la presse ne devait pas seulement raconter l'Afrique : elle devait aussi contribuer à la faire dialoguer avec elle-même.

Son passage à Jeune Afrique fut à cet égard fondateur. Le magazine panafricain fut, selon le témoignage de son confrère Josue Blaise M'Banga Kack, l'un des creusets où il forgea son métier. Et Serge Daniel, autre compagnon de route de la grande famille journalistique africaine, rapporte combien Thiam demeurait attaché à

cette maison qui, disait-il, avait été son « moule », le lieu où il avait beaucoup appris et auquel il n'avait jamais cessé d'être reconnaissant. Puis vint Brazzaville. Et là, le journaliste devint presque une institution. Il avait choisi le Congo, mais le Congo, à son tour, semblait l'avoir adopté. Dans le quartier de Poto-Poto, il avait bâti autour de lui un univers à son image : ouvert, cosmopolite, chaleureux. Une sorte de carrefour permanent où se croisaient journalistes, artistes, diplomates, cinéastes, responsables politiques et visiteurs de passage.

Josué Blaise M'Banga Kack en parle avec une émotion qui dépasse le simple souvenir professionnel. Il évoque cet homme qui, tout en restant profondément attaché à ses racines sénégalaises, avait appris le lingala avec une aisance remarquable. Il célébrait le Ramadan et la Tabaski, mais aussi Noël et Pâques. Chez Thiam, les frontières confessionnelles semblaient avoir perdu leur pouvoir de séparation. La fraternité africaine y trouvait une expression presque domestique, quotidienne, naturelle. Même sa table racontait l'Afrique. Dans son restaurant, géré par son épouse, se retrouvaient le foutou, le thiéb et d'autres saveurs venues de différentes rives du continent. C'était moins un restaurant qu'une escale. Une table où l'on venait manger, certes,

mais surtout parler, refaire le monde, commenter l'actualité, accueillir un confrère, un diplomate ou un artiste. Une table comme l'Afrique aurait aimé être : plurielle, généreuse, familière.

Il y avait aussi le photographe. Celui qui savait fixer le temps avant qu'il ne s'échappe.

Thiam avait travaillé auprès de la presse présidentielle congolaise sous Marien Ngouabi. Selon le témoignage de Serge Daniel, il fut notamment chargé des photographies officielles et conserva jusqu'à la fin de sa vie de précieux clichés de cette époque. Parmi eux, des images de Marien Ngouabi, notamment cette photographie en noir et blanc où les deux hommes apparaissent à table.

Ces photographies n'étaient pas de simples souvenirs. Elles constituaient une mémoire visuelle d'une Afrique politique en construction, celle des indépendances encore jeunes, des expériences révolutionnaires, des rêves d'émancipation et des grandes espérances panafricaines. Thiam demeura d'ailleurs profondément marqué par Ngouabi. Serge Daniel se souvient de son attachement à l'ancien président congolais et de cette sensibilité politique teintée de marxisme qui l'avait rapproché des figures révolutionnaires de son époque. Mais réduire Jean-Bruno Thiam à ses fréquentations politiques serait manquer l'essentiel. Il était

avant tout un passeur. Passeur entre le Congo et le Sénégal. Entre la presse et la diplomatie. Entre les générations. Entre les mondes culturels. Entre les hommes et les histoires.

Sa trajectoire l'avait conduit à côtoyer plusieurs chefs d'État africains, parmi lesquels Mobutu Sese Seko et Jean-Bedel Bokassa, dans le cadre des relations entretenues par le Congo avec la République centrafricaine. Plus tard, après plusieurs années en France, où il travailla notamment au sein de la cellule de communication de la place Joffre à Paris, il revint au Congo comme ambassadeur itinérant. Partout où il passa, il emporta avec lui cette conviction simple mais exigeante : l'Afrique ne pouvait écrire son avenir qu'en apprenant à se parler elle-même. Il avait également à cœur la mémoire de ceux qui avaient fait l'histoire du continent. Ses liens avec le monde culturel, notamment avec le légendaire Tabu Ley, témoignaient de cette passion pour une Afrique qui ne se résumait ni à ses crises ni à ses palais, mais qui chantait, dansait, créait et racontait sa propre beauté.

Serge Daniel, qui l'avait connu lors d'un stage à Jeune Afrique dans les années 1990, parle d'un « grand monsieur », d'un aîné et d'un confrère dont la disparition laisse un vide. Un témoignage sobre, presque pudique, à l'image de ces générations de

« HOMMAGE



Sidy Ousman Jean-Bruno Thiam a tiré sa révérence le 22 septembre à Brazzaville, à l'âge de 81 ans. (Ph: DR)

journalistes qui se sont transmis le flambeau dans les couloirs des rédactions africaines.

Hamidou Samba Maiga, lui, laisse éclater une émotion plus personnelle. Il se souvient de Thiam comme d'un homme demeuré jeune jusqu'au bout, disponible, généreux, toujours prêt à conseiller les plus jeunes. Il se rappelle aussi ce chauffeur congolais avec lequel Thiam aimait converser en lingala, installé à l'avant de son fameux 4x4 plutôt qu'à l'arrière, fidèle à cette simplicité qui semblait être sa marque.

Et puis il y a la douleur ultime, celle qui assombrit encore davantage les derniers jours de sa vie. En effet, quelques jours avant son décès, un drame familial [ndlr : le suicide de sa fille] devait accompagner les derniers instants de cet homme qui avait consacré sa vie à relier les êtres et les continents. Son décès, puis les funérailles, ont ainsi été traversés par une double peine que les proches porteront longtemps. Le 1er octobre, à Pierrefitte-sur-Seine, un hommage lui a été rendu en présence notamment de l'ambassadeur du Congo en France, Rodolphe Adada et Henri Ossebi, l'ambassadeur délégué permanent du Congo auprès de l'Unesco. À Brazzaville, la terre congolaise a ensuite accueilli celui qui en était devenu, par choix autant que par destin, l'un des enfants.

Jean-Bruno Thiam s'en est allé. Mais les hommes comme lui ne disparaissent jamais tout à fait. Ils demeurent dans une photographie jaunie, dans le souvenir d'un confrère, dans une adresse de Poto-Poto, dans un plat partagé, dans un mot de lingala prononcé avec l'accent de wolof, dans une vieille conversation de rédaction, dans les pages de journal et dans la mémoire de cette Afrique qu'ils ont aimée avant même qu'elle ne sache toujours comment s'aimer elle-même. Il fut Sénégalais par ses racines, Congolais par son destin, Africain par conviction. Et peut-être est-ce là, finalement, son plus bel héritage : avoir montré, par sa propre existence, que l'Afrique n'est pas une addition de frontières, mais une immense conversation entre des peuples qui se reconnaissent.

Oussouf DIAGOLA



SPORT » Éliminatoires CAN 2027 : 1^{re} et 2^e journées

LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS D'UNE COURSE DÉJÀ SOUS TENSION

Après deux journées des éliminatoires de la Caf Can 2027, plusieurs favoris ont déjà pris une option, tandis que le Nigeria et le Ghana ont connu un début de campagne inquiétant. La Guinée-Bissau, la Gambie, le Rwanda ou encore le Mali se sont invités parmi les bonnes surprises. Mais rien n'est encore joué. Les journées de novembre pourraient déjà redistribuer les cartes.

La route vers la Can 2027 est lancée, et elle a déjà livré ses premiers enseignements. Entre le 24 septembre et le 6 octobre 2026, les 48 sélections engagées ont entamé une phase de groupes répartie en 12 poules de quatre équipes. Deux journées seulement ont été disputées, mais certaines tendances se dessinent déjà. À l'arrivée de cette première fenêtre internationale, huit équipes affichent un bilan parfait avec deux victoires en deux matches : le Maroc, la Côte d'Ivoire, la Gambie, l'Afrique du Sud, la RD Congo, le Rwanda, le Mali et la Guinée-Bissau. À l'inverse, plusieurs poids lourds du continent ont déjà laissé filer de précieux points, voire se retrouvent sous pression.

LES FAVORIS RÉPONDENT PRÉSENT

Le Maroc a été l'un des grands gagnants de ce premier acte. Les Lions de l'Atlas ont battu successivement le Gabon puis le Lesotho sur le même score de 2-0. Six points, quatre buts inscrits et aucun encaissé : les Marocains ont posé les bases d'une qualification maîtrisée dans le groupe A. Même impression pour la Côte



Après novembre, les sélections auront encore deux journées pour conclure leur campagne, du 22 au 30 mars 2027 (Ph : DR)

d'Ivoire. Les Éléphants ont commencé par dominer le Ghana avant de s'imposer face à la Somalie. Deux succès, six points et une première place partagée avec la Gambie, qui a réalisé l'une des performances les plus marquantes de ces deux journées. Menés 2-0 par le Ghana, les Scorpions ont renversé la rencontre pour s'imposer 4-2. Un succès spectaculaire qui place la Gambie en position idéale avant la suite de la compétition. La RD Congo a également marqué son territoire avec deux victoires, tandis que le Mali et le Rwanda ont réalisé un sans-faute dans un groupe K où les deux sélections ont déjà pris une sérieuse option.

La Guinée-Bissau constitue peut-être la plus grosse sensation du début de campagne. Après un premier succès, elle a frappé un grand coup en dominant le Nigeria 3-0. Avec six points et aucun but encaissé, elle s'installe seule en tête du groupe L.

LE NIGERIA ET LE GHANA DÉJÀ SOUS PRESSION

C'est précisément là que se trouve l'un des principaux enseignements de cette première fenêtre. Deux grandes nations africaines ont raté leur départ. Le Nigeria, triple champion d'Afrique, a subi une lourde défaite 3-0 en Guinée-Bissau. Avec trois points après deux journées, les Super Eagles occupent une position inconfortable dans un groupe où la Guinée-Bissau a déjà creusé un premier écart. Le Ghana vit une situation encore plus délicate. Battus d'entrée par la Côte d'Ivoire, les Black Stars ont ensuite subi une spectaculaire remontée de la Gambie. Avec zéro point au compteur après deux matches, le quadruple champion d'Afrique se retrouve dernier du groupe C, alors que la Côte d'Ivoire et la Gambie comptent déjà six points. Autre départ mitigé, celui de l'Al-

gérie. Les Fennecs ont été accrochés 2-2 au Burundi après avoir pourtant mené au score. Avec quatre points, ils restent en tête du groupe I, mais la Zambie et le Togo ne sont qu'à une longueur. L'Égypte, elle, a connu un démarrage moins fluide avant de remettre les pendules à l'heure. Tenus en échec par l'Angola, les Pharaons ont réagi avec un large succès 5-0 contre le Soudan du Sud. Ils comptent quatre points, avec un match Angola-Malawi encore à jouer pour compléter la deuxième journée.

Le Sénégal a également connu un départ sans faute... ou presque. Après un nul contre le Mozambique, les Lions de la Teranga ont obtenu leur première victoire sous Patrick Vieira en s'imposant 1-0 en Éthiopie. Avec quatre points, ils partagent la tête du groupe J avec le Mozambique, qui a impressionné en dominant le Soudan 4-1. Le Cameroun compte également quatre points dans le groupe G après



Eliminatoires CAN 2027 : 1^{re} et 2^e journées « SPORT

une victoire et un nul. Mais les Comores et la Namibie restent à une longueur. Dans ce groupe très resserré, chaque point pris lors de la prochaine fenêtre pèsera lourd.

La Tunisie se trouve dans une situation comparable. Avec deux points après deux nuls, elle doit rapidement enclencher une dynamique positive. Dans le groupe H, la lutte est particulièrement serrée puisque l'Ouganda, déjà qualifié comme coorganisateur, compte quatre points, tandis que la Tunisie et le Botswana en ont deux et la Libye un seul.

NOVEMBRE, PREMIER VÉRITABLE TOURNANT

Les troisième et quatrième journées, programmées du 11 au 17 novembre 2026, pourraient donner une nouvelle dimension à cette course. Après deux matches, certaines sélections doivent déjà changer de rythme. Le Ghana sera particulièrement attendu. Avec zéro point, les Black Stars n'auront pratiquement plus droit à l'erreur. Leur déplacement ou leur confrontation de novembre contre la Somalie, suivi du choc Côte

d'Ivoire-Gambie, pourrait rebattre complètement les cartes du groupe C.

Le Nigeria devra lui aussi réagir rapidement. Les Super Eagles affronteront notamment la Tanzanie, avant un déplacement de la Guinée-Bissau à Madagascar. Une nouvelle contre-performance nigériane pourrait permettre à la Guinée-Bissau de prendre une avance difficile à combler.

Dans le groupe A, le Maroc cherchera à conforter son leadership face au Niger, tandis que le Gabon tentera de revenir dans la course. Le groupe I sera tout aus-

si intéressant avec Algérie-Togo et Zambie-Burundi. Dans le groupe K, le choc Mali-Rwanda opposera deux équipes à six points. Une double confrontation qui pourrait déjà dessiner le futur qualifié et reléguer le Cap-Vert et le Liberia à distance.

Après novembre, les sélections auront encore deux journées pour conclure leur campagne, du 22 au 30 mars 2027. Ces cinquième et sixième journées seront celles de la vérité.

JC PAGNI

Football / Brest



BRADLEY LOCKO DRAGUÉ PAR LE CONGO

Claude Le Roy, sélectionneur du Congo, aimerait convaincre Bradley Locko de rejoindre les Diables Rouges, mais le latéral gauche brestois qui se remet d'une grave blessure veut se laisser un peu de temps avant de trancher. En tout cas, il n'est pas insensible à la démarche.

Revenu à la tête des Diables rouges en juin 2026 avec un contrat de deux ans, Claude Le Roy considère le latéral gauche du Stade Brestois comme l'un des binationaux capables d'élever rapidement le niveau de son équipe.

Âgé de 24 ans, Bradley Locko est né à Ivry-sur-Seine et possède des attaches congolaises. Le défenseur évolue actuellement à Brest, où il s'est imposé comme l'un des latéraux les plus suivis de Ligue 1 avant d'être freiné par une grave blessure au tendon d'Achille. Il avait notamment intégré l'équipe type du championnat lors de la saison 2023-2024. Quelles sont ses qualités ? L'ancien défenseur central, passé par le FC Lorient, dévore les espaces, crée le surnombre et se veut également dur sur l'homme. « Je dois encore progresser sur l'aspect tactique », admet-il.

Selon certaines informations, le sélectionneur Claude Le Roy aurait plusieurs fois échangé avec Bradley Locko afin de le convaincre de rejoindre les Diables Rouges du Congo.

Le latéral gauche de Brest pourrait ainsi de-

venir une nouvelle option de poids pour la sélection congolaise.

Bradley Locko a déjà représenté la France chez les Espoirs et avec la sélection olympique. Il compte notamment deux apparitions durant les Jeux de Paris 2024, conclus par une médaille d'argent. N'ayant jamais joué pour l'équipe de France A, il pourrait encore défendre les couleurs congolaises, sous réserve de l'accomplissement des démarches réglementaires nécessaires.

Pour sa part, Claude Le Roy espère que l'arrivée d'un joueur de ce niveau provoquera un effet d'entraînement auprès d'autres binationaux. Le sélectionneur veut reconstruire une équipe compétitive autour de cadres locaux et de joueurs évoluant en Europe. Pour l'heure, Bradley Locko n'a toutefois annoncé aucune décision publique concernant son avenir international.



BOZ

L'heure est à la réflexion pour le latéral gauche brestois Bradley Locko. (Ph : DR)



SPORT » Sénégal

EDOUARD MENDY DONNE LES RAISONS DE SA RETRAITE INTERNATIONALE

Quelques semaines après avoir annoncé sa retraite internationale, le gardien de but du Sénégal Édouard Mendy (34 ans) a expliqué sa décision. Il révèle que le nouveau sélectionneur des Lions de la Teranga Patrick Vieira avait essayé de le convaincre de continuer.

C'est officiel ! Édouard Mendy ne portera plus les couleurs des Lions de la Teranga. Jërëjëf Sénégal (merci Sénégal, en wolof), a-t-il écrit le 13 septembre 2022. Édouard Mendy totalise huit années et 59 sélections avec les Lions de la Teranga.

Sous contrat jusqu'en juin 2028 à Al-Ahli, en Arabie Saoudite, Édouard Mendy est passé par Marseille, Reims, Rennes et Chelsea et à l'entendre, sa réflexion avait commencé depuis le sacre de la CAN au Maroc. Puis, elle a fait son chemin jusqu'à après la Coupe du monde. « C'était le bon moment pour moi d'arrêter, après avoir représenté mon pays dans toutes les compétitions possibles », a précisé le natif de Montivilliers, en Seine-Maritime. « J'avais le sentiment du devoir accompli, d'avoir été dans la transmission, d'avoir été très proche de la nouvelle génération pour les préparer au mieux pour les futures échéances, a-t-il ensuite ajouté avant de reconnaître que le nouveau sélectionneur du Sénégal, Patrick Vieira a tenté de le convaincre de continuer. « Patrick m'a appelé et m'a exposé son projet, sa vision et mon importance dans sa vision. J'ai été vraiment touché par ce rôle qu'il voulait m'attribuer. C'est Patrick Vieira, un immense joueur. Je lui ai exposé ma vision et ma décision. Il a quand même essayé de me convaincre. Je lui ai demandé un temps de réflexion. Je ne voulais pas commencer un autre cycle avec ce groupe en sachant qu'il y avait un grand pourcentage de



Edouard Mendy : « Je ne voulais pas commencer un autre cycle avec ce groupe en sachant qu'il y avait un grand pourcentage de chances que je ne finisse pas ». (Ph : DR)

chances que je ne finisse pas. Je préférerais que le nouveau groupe se mette en place rapidement, prenne ses repères et qu'il n'y ait pas de nuisances liées à mon arrêt ou non en sélection ».

Quel souvenir heureux garde Édouard Mendy de sa carrière internationale ? « La première CAN et la séance de tirs au but qui nous a donné le sacre auront toujours une saveur spéciale, s'empresse-t-il de répondre. Je pense que ce sera pareil pour tous les Sénégalais. C'était la première fois que l'on accédait au sacre continental : une première, et on sait que toute première fois apporte un sentiment inégalable. Pour moi, ce sera toujours le meilleur souvenir de ma vie de footballeur en sélection, sans rien enlever à notre CAN au Maroc, qui a été très difficile, acquise avec beaucoup d'expérience. Les différentes compétitions auxquelles nous avons été confrontés nous ont permis d'arriver au Maroc avec un solide bagage et de performer ainsi. Mais 2022 restera toujours spécial ».

Une chose est certaine, Édouard Mendy reste très occupé malgré sa retraite internationale. En effet, entre son club d'Al-Ahli et ses activités caritatives, avec son parrainage de l'école Yakar à Keur Massar ou encore l'association ChangeKeepers, lancée en 2025 et qui vise à accompagner les entrepreneurs au Sénégal, le désormais ex-portier des Lions de la Teranga est toujours à la disposition de son pays. « La transmission, pour moi, c'est important », Répète-t-il.

GFY



Athlétisme « SPORT »

LES CHAMPIONNATS DU MONDE EN AFRIQUE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 2029

Le Kenya deviendra le premier pays africain à accueillir les Championnats du monde d'athlétisme après avoir remporté l'organisation de l'édition 2029.

C'est une grande première ! La capitale, Nairobi, accueillera les Championnats du monde d'athlétisme au stade Kasarani, d'une capacité de 48 000 places.

Londres et Rome ont été les seules villes à ne pas accueillir l'événement, Munich se voyant attribuer les droits d'organisation en 2031.

Le riche patrimoine athlétique du Kenya est ainsi récompensé. Il était au cœur de sa candidature pour 2029, la nation Est-africaine pouvant se targuer de 72 médailles d'or aux championnats du monde et de 38 médailles d'or olympiques, principalement en course de demi-fond et de fond. Nairobi est la deuxième nation la plus titrée de l'histoire des Championnats du monde, et Eliud Kipchoge, double champion olympique du marathon et médaillé d'or du 5000 m aux Championnats du monde de 2003, figurait parmi ceux qui ont plaidé la cause de Nairobi lors du processus de candidature.

Le président de World Athletics, Sebastian Coe, a qualifié cette candidature de « convaincante et émouvante ». « Le Kenya est l'une des grandes nations de l'athlétisme », a ajouté Coe. « Ce sport fait partie intégrante du tissu social du pays ».

« Il était important que les Championnats du monde se déroulent en Afrique, car nous avons le pays hôte idéal, la candidature adéquate et les circonstances idéales. Nairobi a démontré avec force que c'était son moment ». La décision d'attribuer l'événement à Nairobi est historique pour l'Afrique, le continent n'ayant jamais accueilli les championnats du monde seniors mal-



Le Kenya avait déjà posé sa candidature pour accueillir les Championnats du monde de 2025 mais a été devancé par Tokyo. (Ph : DR)

gré la présence de certaines des plus grandes stars de ce sport. La candidature du Kenya a également mis en avant son expérience dans l'organisation de grands événements d'athlétisme, notamment les Championnats du monde juniors de 2017 et 2021 à Nairobi, ainsi que les Championnats du monde de cross-country

de 2007 à Mombasa.

Le Kenya avait déjà posé sa candidature pour accueillir les Championnats du monde de 2025 mais a été devancé par Tokyo, les infrastructures constituant un point faible majeur.

Cette fois-ci, le pays a mis en avant la modernisation des installations existantes comme

preuve de sa préparation.

Le Kenya a entrepris la rénovation de ses stades en prévision de l'organisation, l'année prochaine, de la Coupe d'Afrique des Nations aux côtés de la Tanzanie et de l'Ouganda.

Alfred AKASSIMADOU

SPORT » Jeux Olympiques de la jeunesse (JOJ)

2700 ATHLÈTES ATTENDUS À DAKAR

Le Sénégal s'apprête à accueillir, du 31 octobre au 13 novembre, les Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) de Dakar 2026.



Le Sénégal devient le premier pays africain à accueillir un événement olympique. (Ph : DR)

Pour la première fois depuis la renaissance des Jeux olympiques modernes en 1896, un événement olympique se déroulera sur le continent africain. Au-delà de cette première historique, les JOJ de Dakar constituent une expérience particulière pour le Sénégal et pour le mouvement olympique.

Quelque 2.700 jeunes athlètes âgés de 14 à 18 ans sont attendus dans 25 disciplines. Les compétitions se dérouleront à Dakar, Diamniadio et Saly, avec également des activités sportives non compétitives destinées à encourager la participation des jeunes. Mais au-delà de cette première

olympique, Dakar 2026 constitue un test pour le Sénégal et, plus largement, pour le mouvement olympique en Afrique.

Dakar 2026 constitue donc une première pour le continent. Le Sénégal accueille ainsi un rendez-vous auquel plusieurs villes africaines ont tenté d'accéder au fil des années, notamment dans le cadre de candidatures aux Jeux olympiques d'été.

Cette édition des JOJ place donc pour la première fois une ville africaine au centre de l'organisation du mouvement olympique. Le Sénégal devient ainsi le premier pays africain à accueillir un événement olympique, plaçant le continent au cœur du mouve-

ment olympique international. La capitale sénégalaise avait été choisie comme ville hôte en octobre 2018. Les Jeux, initialement prévus en 2022, avaient été reportés en raison de la pandémie de Covid-19.

Pour Dakar et le Sénégal, l'enjeu dépasse donc les performances sportives : pendant près de deux semaines, le pays sera au centre d'un événement international consacré à la jeunesse.

Les JOJ se distinguent des Jeux olympiques classiques par leur volonté de faire du sport un vecteur d'éducation, de culture et de transmission.

Au-delà de la compétition, Dakar 2026 veut laisser un héritage

durable, notamment en matière de participation des jeunes et de développement des compétences en Afrique.

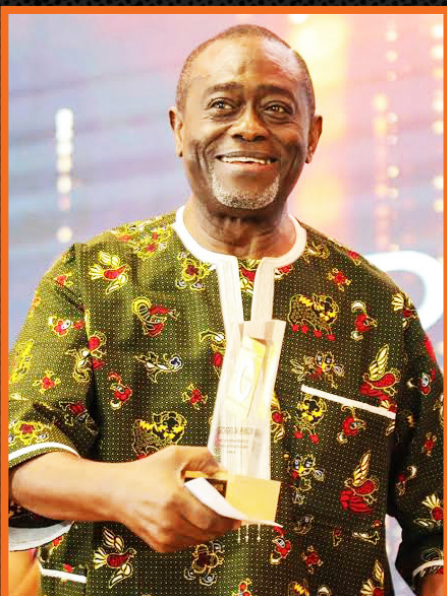
Pour donner une visibilité internationale aux Jeux, les organisateurs ont nommé plusieurs personnalités comme ambassadeurs, dont Kalidou Koulibaly, capitaine de l'équipe nationale du Sénégal, l'influenceur Khaby Lame et l'acteur franco-sénégalais Omar Sy.

Le CIO a par ailleurs sélectionné 36 athlètes modèles chargés d'accompagner et d'inspirer les jeunes participants pendant les Jeux.

LT

Côte d'Ivoire | Télévision « HOMMAGE

GEORGES TAÏ BENSON, LA VOIX D'UNE GÉNÉRATION S'EST TUE



Suite à des problèmes cardiaques, Georges Benson s'est éteint à Abidjan à 81 ans. (Ph : DR)

Figure historique de la Radiodiffusion télévision ivoirienne (Rti), animateur, producteur et pionnier du petit écran, Georges Taï Benson est décédé vendredi 25 septembre 2026 à Abidjan. Il laisse derrière lui une carrière de plusieurs décennies et le souvenir d'une personnalité qui aura profondément marqué l'histoire de l'audiovisuel ivoirien.

Taï Benson aura traversé plusieurs générations de téléspectateurs. Animateur et producteur, il s'est imposé par une voix reconnaissable, une forte présence à l'écran et un style qui lui était propre. À partir des années 1970, il participe à la création et à l'animation de plusieurs émissions qui rencontrent un large succès. À une époque où la télévision occupe une place centrale dans les foyers et où les chaînes nationales constituent les principales fenêtres ouvertes sur le monde, ses programmes deviennent des rendez-vous familiers pour le public ivoirien. Son influence dépasse progressivement le cadre de l'antenne. Par son travail, son expérience et son rapport au public, il contribue à façonner les codes de l'animation télévisuelle en Côte d'Ivoire. Plusieurs générations de professionnels des médias verront en lui une référence et une source d'inspiration.

Il fait ses premiers pas avec l'émission « Rythme et Tradition », avant de construire progressivement une carrière qui le conduira à devenir l'une des personnalités les plus connues de l'audiovisuel ivoirien.

UNE VOIX, UN STYLE, UNE ÉPOQUE

Georges Taï Benson n'était pas seulement un animateur. Il était aussi un témoin et un acteur des grandes transformations de la télévision ivoirienne. Au fil des décennies, il aura accompagné l'évolution des programmes, des formats et des pratiques professionnelles. Sa présence à l'écran, sa voix et son style ont contribué à installer une relation particulière avec le public.

Dans une Côte d'Ivoire où la télévision occupait autrefois une place incontournable dans la vie quotidienne, les animateurs étaient bien plus que de simples présentateurs. Ils entraient dans les foyers, accompagnaient les soirées familiales et devenaient, au fil des années, des visages familiers. Georges Taï Benson appartient pleinement à cette génération. Son parcours aura également marqué la profession. À travers ses émissions et son expérience, il a participé à l'émergence d'une véritable culture télévisuelle ivoirienne et inspiré de nombreux animateurs venus après lui.

Avec sa disparition, la télévision ivoirienne perd l'un de ses pionniers. Mais son empreinte demeure dans les souvenirs de ceux qui l'ont connu, côtoyé ou simplement regardé à l'écran. Professionnels des médias, artistes, personnalités de la culture et anonymes ont été nombreux à saluer sa mémoire. Tous rappellent, chacun à leur manière, l'importance d'un homme qui aura consacré une grande partie de sa vie à la radio et à la télévision. Pour les générations qui ont grandi avec ses émissions, Georges Taï Benson restera surtout une voix et un visage familier. Pour les professionnels de l'audiovisuel, il restera l'un de ceux qui ont contribué à écrire les premières grandes pages de la télévision ivoirienne. Une page se tourne. Mais dans les mémoires, la voix de GTB continuera longtemps de résonner.

JC PAGNI

DE TREICHVILLE AUX STUDIOS DE LA RTI

L'histoire de Georges Taï Benson avec les médias commence bien avant qu'il ne devienne l'un des visages emblématiques de la télévision ivoirienne. Né le 25 janvier 1946 à Treichville, il grandit dans une famille nombreuse. Son père est bijoutier et sa mère ménagère. Du côté paternel, il est issu d'une fratrie de 28 enfants, tandis que sa mère appartient elle-même à une famille de 12 enfants. Il effectue ses études primaires à Grand-Lahou entre 1952 et 1958, avant de poursuivre sa scolarité secondaire à Abidjan jusqu'en classe de cinquième.

Très tôt attiré par le monde artistique, il se tourne vers le théâtre et suit des cours d'art dramatique dans une école du Plateau. Il intègre ensuite l'Institut national des arts (INA), où il poursuit sa formation. Son orientation vers les médias se précise à travers une formation spécialisée dans les domaines de la radio et de l'audiovisuel. Il passe dix-huit mois à l'Office de coopération radiophonique à Paris pour une formation théorique, avant de poursuivre son apprentissage pratique en France.

De retour en Côte d'Ivoire le 11 décembre 1965, il rejoint quelques jours plus tard la Radio et Télévision ivoirienne. Le 16 décembre marque ainsi le début officiel d'une aventure professionnelle qui allait durer plu-

Le monde des médias ivoiriens est en deuil. Georges Taï Benson s'est éteint le vendredi 25 septembre 2026 à Abidjan, emportant avec lui l'une des voix les plus reconnaissables de la télévision ivoirienne. La nouvelle, annoncée dans l'après-midi, s'est rapidement propagée dans les milieux de l'audiovisuel et de la culture. Sur les réseaux sociaux, l'émotion a été immédiate. Khan Hervé Koffi, commissaire général de l'événement « Benson d'or », a exprimé son incrédulité face à la disparition de celui qu'il appelait affectueusement « Boss ». « Non boss. On s'est parlé il y a quelques jours. Non Seigneur. C'est trop. Je suis épuisé », a-t-il écrit, traduisant le choc suscité par cette disparition.

Dans la soirée, les témoignages se sont multipliés. Serge Pacôme Didi, responsable du média en ligne Média Prime, a rendu hommage à un « pionnier du petit écran », soulignant l'empreinte laissée par Georges Taï Benson dans l'histoire de la télévision ivoirienne. Au-delà de l'animateur, c'est une époque de la télévision nationale qui disparaît avec lui.

UN PIONNIER DU PETIT ÉCRAN

Surnommé affectueusement GTB, Georges



CULTURE » Musique (Gabon)

LA « DERNIÈRE DANSE » DE PATIENCE DABANY À 82 ANS

Patience Dabany prépare son retour sur le devant de la scène avec « Dernière danse », un projet annoncé autour de 80 titres, entre morceaux issus de son répertoire et nouvelles compositions. Un adieu à la musique ?

Contrairement aux apparences, « Dernière danse » de Patience Dabany ne signifie pas un adieu à la musique.

À l'en croire, « Dernière danse » relève davantage du clin d'œil et du défi que d'une annonce de retraite. Elle affirme vouloir continuer à chanter et à se produire aussi longtemps que possible, malgré ses 82 ans.

Le projet doit réunir 80 titres, dont 60 chansons issues de son répertoire et 20 nouvelles compositions. Une manière de faire dialoguer plusieurs générations de son public tout en présentant de nouvelles créations.

Le premier extrait, « Dernière danse », est déjà disponible. Le clip officiel accompagne ce retour après plusieurs années de présence plus discrète dans l'actua-

lité musicale.

Le retour ne se limitera pas aux plateformes de streaming. Patience Dabany est annoncée sur scène le 7 novembre 2026 au Palais des Congrès de Libreville, à l'occasion d'un concert consacré à ses six décennies de carrière. Un rendez-vous présenté comme un moment de retrouvailles avec le public gabonais. Une étape à Franceville, dans le Haut-Ogooué, est également annoncée début octobre dans le cadre de cette nouvelle séquence artistique. Malgré son titre, « Dernière danse » s'accompagne de nouveaux rendez-vous artistiques sur scène et en live.

Les premières présentations du projet mettent l'accent sur la rencontre entre le répertoire historique de Patience Dabany et de nouvelles compositions.



Patience Dabany promet un voyage entre nostalgie, transmission et nouveautés. (Ph: DR)

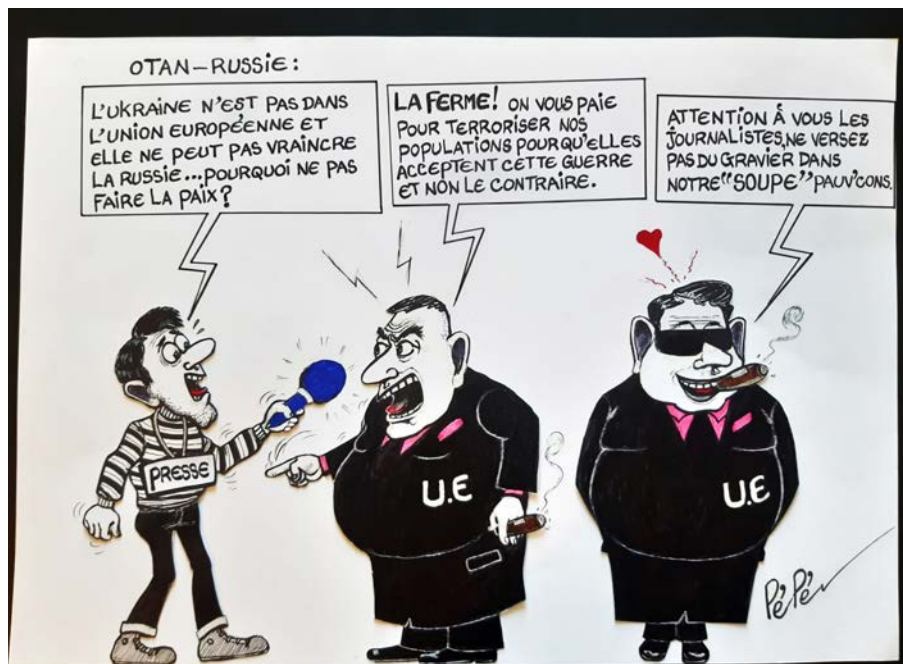
Une session d'écoute organisée le 18 septembre 2026 à Libreville

a permis à plusieurs acteurs de la scène musicale gabonaise de découvrir une partie du projet. Des collaborations avec des artistes de plusieurs générations sont annoncées, notamment avec les Congolais Ferré Gola et Barbara Kanam, ainsi que le Nigérian Flavour.

L'enjeu est aussi celui de la transmission. Pour une artiste dont la carrière couvre environ six décennies, revisiter ses propres chansons tout en enregistrant de nouvelles œuvres permet de faire le lien entre le patrimoine musical gabonais et les générations actuelles.

Après six décennies de carrière et plusieurs années de retrait relatif, Patience Dabany choisit précisément « Dernière danse » pour annoncer son retour. Le paradoxe est assumé : alors que le titre pourrait évoquer une fin, l'artiste revendique au contraire la poursuite de son activité. Rendez-vous le 7 novembre 2026 à Libreville !

Humour



TV5 MONDE OUVRE SES PORTES À LA CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire, après le Maroc, vient de s'engager par écrit à rejoindre TV5 Monde. Objectif : une intégration en 2027, avec une participation financière, une place dans la gouvernance et davantage de programmes ivoiriens à l'antenne. Jusque-là, la gouvernance est composée de six pays : la France, la Belgique francophone, la Suisse, le Canada, le Québec et Monaco.



La Côte d'Ivoire, tout comme le Maroc, pourrait à son tour rejoindre la gouvernance de TV5 Monde. C'est l'annonce faite par Kim Younes, présidente-directrice générale du réseau francophone. Les deux pays se trouvent désormais au même stade du processus, même si le Maroc l'a engagé depuis le mois de mai 2026. « L'objectif affiché est une intégration en 2027 », précise la PDG du réseau qui touche 432 millions de foyers dans 200 pays et territoires.

Pour rappel, la gouvernance de TV5 Monde est partagée entre les radiodiffuseurs publics des pays partenaires et les représentants de leurs gouvernements. Tous doivent donc ratifier les textes permettant l'entrée des deux nouveaux membres. La Côte d'Ivoire et le Maroc rejoindraient ainsi les six partenaires actuels : la France, la Belgique francophone, la Suisse, le Canada, le Québec et Monaco. Leur arrivée aura aussi une traduction financière.

« Pour le Maroc, la participation sera du même niveau que celles de la Belgique et de la Suisse, soit 8,2 millions d'euros par an. Pour la Côte d'Ivoire, elle sera de l'ordre de 4,2 millions d'euros, comparable à celle de Monaco », précise la PDG de TV5 Monde, Kim Younes.

Cet élargissement modifiera également les programmes diffusés. « Ils disposeront désormais d'une part d'antenne

comme les autres partenaires », explique la PDG. TV5 Monde travaille déjà avec les deux pays : trois coproductions ont notamment été réalisées cette année avec la RTI en Côte d'Ivoire, tandis que le réseau a soutenu des séries d'animation marocaines en français. Une fois membres, leurs radiodiffuseurs fourniront leurs catalogues à TV5 Monde, qui pourra sélectionner davantage de productions issues de ces pays.

Les parts d'antenne étant proportionnelles aux contributions financières, celles des partenaires actuels diminueront légèrement, sans réduction annoncée du volume global de programmes grâce au développement du streaming.

Au-delà des programmes et des financements, TV5 Monde présente cet élargissement comme un enjeu stratégique pour l'avenir du réseau. « La francophonie de demain se construit avec l'Afrique », affirme Kim Younes. Elle souligne qu'une large majorité des francophones vit déjà sur le continent et que cette proportion doit encore augmenter dans les prochaines décennies. D'autres adhésions pourraient suivre, à condition que les États concernés acceptent les textes constitutifs de TV5 Monde et disposent d'un secteur de production francophone et d'un radiodiffuseur en mesure d'alimenter le réseau en programmes.

Redouane BENALI

Kim Younes, PDG de TV5 Monde : « La francophonie de demain se construit avec l'Afrique ». (Ph: DR)

GASTRONOMIE » Pépé Soupe Mixte de Poisson Congre Capitaine

Cuisson et Préparation 1h

Difficulté *

Pour 4 Personnes

INGREDIENTS

2 capitaines (ou bars)
2 belles tranches de congre
1/2 poivron vert

1 gros oignon
3 gousses d'ail
1 petite tomate fraîche pas trop mûre
1 cube de bouillon culinaire

3 feuilles de laurier
1 cuillère à café de poivre blanc
1 gros piment rouge
2 brins de persil

Sel, poivre
1 cuillère à café de purée de gingembre frais
25 cl d'huile de tournesol
1 ou 1,5 L d'eau

PREPARATION

Lavez puis coupez en quatre les 2 tranches de congre. Réservez.

Retirez les têtes, lavez puis coupez en 3 ou 4 morceaux les 2 capitaines. Réservez.

Epluchez, lavez et découpez en petits dés l'oignon, les trois gousses d'ail, le poivron, la tomate fraîche préalablement épépinée. Réservez.

Réunissez dans une marmite les morceaux de poisson, l'oignon, l'ail, le poivron, la tomate fraîche, la purée de gingembre, les feuilles de laurier, le bouillon de cube émietté, le sel, le poivre, le piment rouge, le persil.

Répartissez les 25 cl d'huile au



dessus, couvrez complètement d'eau, remuez un peu la marmite pour bien mélanger le tout avant de fermer et portez à ébullition 25 à 30 minutes à feu vif.

Ouvrez et remuez de nouveau la marmite à mi cuisson pour bien mélanger les saveurs puis remettez à ébullition jusqu'à la fin de la cuisson.

Servir très chaud avec des bananes plantain.

Recette d'Afrique elle prend des noms différents selon les pays : Sauce claire en Côte d'Ivoire, Pépé Soupe pour les deux Congo et au Cameroun...

Bon appétit.

Danielle EBENGU

LE NUMÉRO 629 D'AMINA mag EST SORTI !



MANNEQUIN VEDETTE DES ANNÉES 80, REBECCA AYOKO A TRAVAILLÉ POUR LES PLUS GRANDS COUTURIERS DE L'ÉPOQUE DONT YVES SAINT LAURENT. ELLE EST LA COUVERTURE DE NOTRE N°629. ELLE REVIENT POUR AMINA SUR SON INCROYABLE PARCOURS QU'ELLE RACONTE DANS UN OUVRAGE «QUAND LES ÉTOILES DEVIENNENT NOIRES» RÉÉDITÉ CETTE ANNÉE. AU SOMMAIRE DE NOTRE NUMÉRO ÉGALEMENT DE LA MODE AVEC 6 VISIONS DE L'ÉLÉGANCE PORTÉES PAR DES CRÉATEURS VENUS DE DIFFÉRENTS PAYS D'AFRIQUE (KASHAL'ART, MISSISE BASIC, SISTERS OF AFRIKA, OLIVIA PEREZ, MELI MELO, KITENDI) MAIS AUSSI DES PERSONNALITÉS INSPIRANTES TELLES NATASHA MASUKA ET ZEINA NANA. DANS CE NUMÉRO DE LA CULTURE AVEC AIDA DIOUF, AUTEURE DU PROJET «LETTER TO A YOUNGERSELF», COCO ZABRICO REVIENT SUR SON PREMIER OUVRAGE MI BAB! ET LÉA BARRÈRE NOUS CONFIE SON PARCOURS D'ADOPTÉE. RETROUVEZ AUSSI AOUICHA TRAORÉ, LAVAUD, LICIA CHÉRY, BEVERLY BARDO ET FAITES DE LA MULTIPOTENTIALITÉ VOTRE FORCE COMME OLGA TSOUKOULA. AVEC MAGALI NGUEMA, STEPHAN SOUMAH, SOUHAD AIT LAHCEN, LUDIVINE BAH ET BETTINA TSOCK SANS OUBLIER LES DÉLICES DE NATHALIE SCHERMANN QUI RÉGALE NOS PAPILLES.

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site : <https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

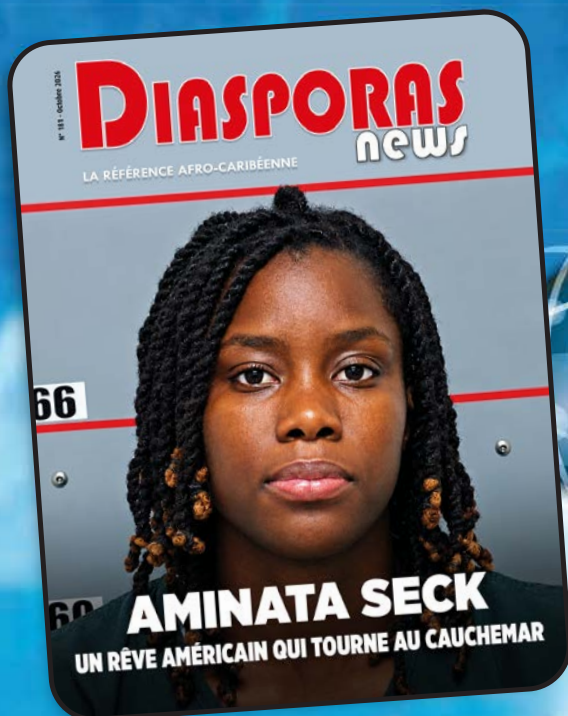
COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

1 AN
60€
 Frais de port inclus



Flashez-moi



Recevoir
directement
vos magazines
chez vous

Restez informé

ABONNEMENT

☒ Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

• Je ne paie que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____

Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...
 Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

INFORMATION CORONAVIRUS

COVID-19

PROTÉGEONS-NOUS LES UNS LES AUTRES



**Porter un masque
quand il est obligatoire ou
recommandé**



**Aérer chaque pièce
10 minutes toutes
les heures**



**Se laver régulièrement
les mains ou utiliser
une solution hydro-alcoolique**



**Saluer sans serrer la main
et arrêter les embrassades**



**Tousser ou éternuer
dans son coude
ou dans un mouchoir**



**Se moucher
dans un mouchoir
à usage unique puis le jeter**



[GOUVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS](https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus)



0 800 130 000
(appel gratuit)